



**Guide pratique de
la médiation civile**

**Praktischer Leitfaden
zur zivilen Mediation**

**Guida pratica della
mediazione civile**

**Practical Guide to
Civil Mediation**

**Guía práctica de
la mediación civil**

**Практическое Руководство
По Гражданской Сопосредительной
Процедуре**

**Praktyczny przewodnik
mediacji cywilnej**

**Guia práctico da
mediação civil**

**Πρακτικός οδηγός
της μεσολάβησης**

Guide pratique de la médiation civile

Praktischer Leitfaden zur zivilen Mediation

Guida pratica della mediazione civile

Practical Guide to Civil Mediation

Guía práctica de la mediación civil

Практическое Руководство
По Гражданской Согласительной Процедуре

Praktyczny przewodnik mediacji cywilnej

Guia práctico da mediação civil

Πρακτικός οδηγός της μεσολάβησης

Autres publications de la série
MEDIATION CIVILE EN SUISSE

GEMME-SUISSE, Nouvelle législation à Genève, éd. plurilingue français, allemand, italien, espagnol, anglais, russe, Genève, 2005, http://www.skwm.ch/wDeutsch/dokumente/Dokumente_franz/mediation_civile.pdf

GEMME-SUISSE, Pratiques cantonales, suivi de : Proposition pour le projet de procédure civile suisse (PCS), éd. trilingue français, allemand, italien, Fribourg 2006 (à paraître)

©

Commission de préavis
en matière de médiation civile et pénale
Département des Institutions
Genève - Suisse
et Gemme-Suisse pour les traductions

Genève, juin 2006

Translated, published and distributed by
GEMME-SWITZERLAND

Groupement suisse des magistrats
pour la médiation et la conciliation

Schweizerische Richtervereinigung
für Mediation und Schlichtung

Gruppo svizzero dei magistrati
per la mediazione e la conciliazione

Agrupación suiza de Magistrados
por la mediación y la conciliación

Swiss Group of Magistrates
for Mediation and Conciliation

Швейцарское сообщество судей
за согласительную и
примирительную процедуры

Szwajcarskie Zrzeszenie sędziów
w sprawie mediacji i pojednania

Agrupamento suíço de magistrados
em favor da mediação e da conciliação

Ελβετικό group τών δικαστικών
γιά τήν μεσολάβηση καί τήν συμφιλίωση

p. a. Commission de conciliation
en matière de baux et loyers,
7, rue des Chaudronniers,
C.P. 3120 – 1211 Genève 3
Switzerland

Commission de préavis
en matière de médiation civile et pénale

Vorkommission
für zivile und strafrechtliche Mediation

Commissione di preavviso
in materia di mediazione civile e penale

Recommendations Committee
for Civil and Penal Mediation

Comisión de preaviso
en materia de mediación civil y penal

Предварительная Комиссия По Вопросам
Гражданской И Уголовной Согласительной
Процедуре (Медиации)

Komisja przygotowawcza
w sprawie mediacji cywilnej i karnej

Comissão de parecer
em matéria de mediação civil e penal

Επιτροπή προειδοποίησης σχετικά με
τήν αστική και ποινική μεσολάβηση

Guide pratique de la médiation civile

Praktischer Leitfaden zur zivilen Mediation

Guida pratica della mediazione civile

Practical Guide to Civil Mediation

Guía práctica de la mediación civil

Практическое Руководство
По Гражданской Согласительной Процедуре

Praktyczny przewodnik mediacji cywilnej

Guia práctico da mediação civil

Πρακτικός οδηγός της μεσολάβησης

TABLE OF CONTENTS

Guide	7
Leitfaden	15
Guida	23
Guide	31
Guía	39
Руководство	47
Przewodnik	55
Guia	63
Odegos	71
Official list of mediators and mediation institutions (Geneva)	79
Possible Mediation Clauses	81
CE Recommendations	85
Some Education Centers	87
ADR Bibliography	89
Postface	109

Avant-propos

Un guide : pour qui et pourquoi ?

Le 1^{er} janvier 2005 est entrée en vigueur la première loi – en Suisse – sur la médiation civile, modifiant et complétant à la fois la législation sur la procédure civile et l'organisation judiciaire du canton de Genève.

Et d'ici quelques années, les Chambres fédérales adopteront une loi unifiée sur la procédure civile suisse (PCS) qui sera, dans son application, inévitablement confrontée au processus de médiation comme mode complémentaire de résolution des différends.

Car dans notre pays, comme dans l'ensemble de l'Europe, la médiation connaît depuis une bonne douzaine d'années une renaissance. Lente et inexorable.

Il paraît donc important de bien la connaître, pour bien la comprendre et la choisir à bon escient, parmi les autres voies : négociation, conciliation, arbitrage...

C'est à quoi tend ce modeste guide :

- a) poser clairement les bonnes questions : celles qui viennent à l'esprit des personnes et des entreprises en difficulté relationnelle ou confrontées à une procédure judiciaire ou arbitrale;
- b) esquisser, pour chacune d'elles, une ou plusieurs réponses concrètes, tant il est vrai que la médiation revêt plusieurs facettes;
- c) contribuer, d'une manière plus générale, au nécessaire débat, en Suisse et ailleurs, sur le rôle des modes amiables de résolution des différends, et – en particulier – sur les relations entre la médiation avec la procédure civile, respectivement l'arbitrage.

En esquissant ce petit guide, M. Jean Mirimanoff, magistrat, Mmes Ute Bugnion, Martine Chenou et Francine Courvoisier, médiatrices et avocates, tous membres de notre commission, ont partagé leur expérience tout en s'inspirant d'autres sources : CEDR, Court referred ADR, A guide for judiciary, 2nd ed., October 2003; Chambre suisse de médiation commerciale, plaquette plurilingue, éd. 2004; Gemme, Guide sur la médiation, Section française, 2005.

Qu'ils en soient très vivement remerciés, de même que Me Etienne Soltermann, avocat, pour la traduction allemande, Me Marco Crisante, avocat, pour la traduction italienne, Me Ramon Rodriguez, avocat, pour la traduction espagnole, Me Jeremy Lack, avocat et médiateur, pour la traduction anglaise, Mme Olga Mirimanoff, pour la traduction russe, Me Iwona Joziak Durr, avocate et médiatrice, pour la traduction polonaise, M. João Esteves-Ferreira, traducteur-juré, pour la traduction portugaise, et Me Jeanne-Julie Vittoz-Egloff, avocate, pour la traduction grecque.

Bernard DUPORT
Président de la Commission de préavis
Secrétaire adjoint du Département des Institutions
de la République et Canton de Genève

Guide pratique de la médiation civile

1. A qui s'adresser ?

L'inscription sur le tableau des médiateurs et institutions de médiation près des tribunaux genevois offre la garantie que les personnes y figurant remplissent les conditions légales: elles ont une formation professionnelle adéquate, ont prêté serment devant le Conseil d'Etat, sont de par la loi tenues au secret et au respect des règles de déontologie.

Notes :

1. Dans les cantons qui n'ont pas (encore) de tableaux officiels, les associations faîtières suisses suivantes tiennent à jour la liste de leurs membres médiateurs agréés, soit :
 - la Chambre suisse de médiation commerciale (CSMC);
 - la Fédération suisse des associations de médiation (FSM);
 - la Fédération suisse des avocats (FSA).
2. Sur le plan international, il faut signaler l'existence, depuis le 27 septembre 2005, d'une nouvelle confédération : "MEDAL - The International Mediation Services Alliance". Les cinq membres fondateurs en sont :
 - ACB Mediation aux Pays-Bas;
 - ADR Center en Italie;
 - CEDR Solve au Royaume-Uni;
 - CMAP en France;
 - JAMS aux Etats-Unis d'Amérique.

2. Qu'est-ce que la médiation ?

La médiation est une façon de résoudre les conflits par laquelle un tiers indépendant, neutre et impartial, le médiateur ou la médiatrice (ci-après „le médiateur“), aide les parties à régler leurs problèmes en les amenant à renouer le dialogue et à rechercher elles-mêmes une solution à leur différend.

3. Quelles sont les causes qui s'y prêtent ?

La médiation paraît appropriée dans les situations suivantes :

- Les parties entretiennent des relations durables de fait (p.ex. : situations familiales, relations au travail, voisinage) ou de droit (p.ex. : conflits familiaux, de bail, de copropriété, de construction, contrats d'associations, de propriété intellectuelle et autres contrats commerciaux).
- Le conflit contient une composante émotionnelle importante.
- En raison d'intérêts économiques convergents ou complémentaires, les parties ont avantage à mettre sur pied une coopération ou à délimiter leurs activités respectives.
- Le conflit en cache un autre.
- Les intérêts des parties sont mieux préservés par le biais d'un rapide arrangement que par une longue procédure judiciaire ou arbitrale ; le coût du procès est disproportionné par rapport aux enjeux.
- Les problèmes sont extrêmement complexes. Ils concernent plusieurs demandes ou plusieurs parties (co-responsable, assurance, autre société d'un groupe, associé, licencié, etc.).
- Le conflit touche plusieurs pays. On constate des différences de culture ou de langue.
- Les parties souhaitent éviter la publicité d'une procédure judiciaire.

4. La médiation est-elle toujours adéquate ?

Pas toujours. La question peut se poser sérieusement dans les cas suivants :

- Lorsque la partie la plus faible a besoin de la protection spéciale que lui accorde la loi.
- Lorsqu'il y a un net déséquilibre du rapport de forces entre les parties.
- Lorsqu'il n'y a aucun lien quelconque entre les parties.
- Lorsqu'on peut raisonnablement pronostiquer que la procédure civile peut se dérouler rapidement et sans difficulté particulière.
- Lorsqu'une ou les parties veulent obtenir un précédent par une décision judiciaire.

5. Comment la médiation se déroule-t-elle ?

Les parties choisissent d'un commun accord le médiateur. Le processus se déroule en quelques séances dont les modalités et la durée sont fixées par les parties elles-mêmes. Toutes les personnes participant à la médiation à quelque titre que ce soit s'engagent à préserver la confidentialité de toute information échangée lors de la médiation et à ne pas l'utiliser dans une éventuelle procédure judiciaire ou arbitrale subséquente.

6. Quel est le rôle du médiateur ?

Le premier rôle du médiateur consiste à aider les parties à entreprendre une négociation constructive. Il facilite la communication entre elles et la discussion des éléments du

conflit qui les oppose. Il identifie les obstacles à la communication et à l'entente en utilisant des techniques spécifiques. Il crée une atmosphère de respect dans laquelle les parties peuvent trouver la confiance nécessaire à un dialogue fructueux. Il les aide ainsi à développer leurs possibilités créatives pour résoudre leur conflit de manière satisfaisante pour chacune d'entre elles.

Le médiateur n'est ni juge ni arbitre.

7. Quel est le rôle de l'avocat dans la médiation ?

Le rôle de l'avocat diffère de celui du combat judiciaire et sera déterminé d'un commun accord. Il s'avère important, notamment lors de la rédaction de l'accord final. La présence de l'avocat est plus particulièrement bienvenue dans la médiation commerciale.

8. Quels sont les avantages de la médiation ?

La médiation permet aux parties de renouer le dialogue. Les parties restent libres de trouver une solution à leur convenance, sans être limitées par les conclusions formulées en procédure.

La médiation est un processus rapide. Elle peut débuter en quelques jours. Souvent une ou deux séances suffisent pour trouver une solution ou pour arriver à la conclusion que la médiation est prématurée. Grâce à sa rapidité et à son efficacité, le coût d'une médiation ne représente qu'une fraction du coût d'une procédure judiciaire ou d'arbitrage.

Son taux de succès est élevé (60 à 80 % dans les pays qui la pratiquent), tout particulièrement en matière commerciale.

9. Quels sont les frais de la médiation ?

Les frais d'une médiation se composent des honoraires du médiateur et de ses débours éventuels. Les parties et le médiateur commencent par s'entendre sur les modalités de la rémunération. Les honoraires du médiateur peuvent être différenciés. La fixation du taux horaire des honoraires tiendra compte notamment de la situation économique des parties, de la valeur litigieuse, du nombre de parties, etc. Le plus souvent la tarification est connue d'avance parce qu'elle est fixée dans le règlement des institutions de médiation.

10. Peut-on recourir à l'assistance juridique ?

Lorsque les conditions de l'assistance juridique sont remplies, le coût de la médiation est pris en charge y compris les honoraires des médiateurs.

* * *

Vorwort

Ein Leitfaden : Für wen und wofür ?

Am 1. Januar 2005 trat -- in der Schweiz -- das erste Gesetz über zivile Mediation in Kraft, welches die Zivilprozessordnung und das Gesetz über Rechtspflege im Kanton Genf sowohl ändert als auch ergänzt.

In wenigen Jahren wird die Bundesversammlung ein vereinheitlichtes Gesetz über die Zivilprozessordnung (ZPO) verabschieden. In seiner Anwendung wird dieses Gesetz unweigerlich mit der Mediation als zusätzliche Schlichtungsmethode konfrontiert werden.

Denn in unserem Land, wie auch in ganz Europa, erlebt die Mediation seit gut zwölf Jahren eine langsame, jedoch unaufhaltsame Renaissance.

Es ist daher wichtig, sie gut zu kennen, um sie gut zu verstehen und richtig einzusetzen, neben anderen Möglichkeiten wie die Verhandlung, die Versöhnung oder die Schiedsgerichtsbarkeit....

Dies ist das Ziel, welches sich dieser bescheidene Leitfaden setzt :

a) Die richtigen Fragen sollen klar gestellt werden: Jene Fragen, welche sich die Leute und Unternehmen stellen, welche ein schwieriges Verhältnis durchgehen, oder mit einem Gerichts- oder Schiedsgerichtsverfahren konfrontiert sind;

b) Für jede dieser Fragen eine oder mehrere konkrete Antworten erarbeiten, wobei die Mediation mehrere Facetten aufweisen kann.

c) Grundsätzlich zur notwendigen Diskussion beitragen, in der Schweiz und anderswo, über die Rolle der gütlichen Schlichtungsmethoden und - insbesondere - über das Verhältnis zwischen der Mediation und der Zivilprozessordnung, bzw. der Schiedsgerichtsbarkeit.

Bei der Erarbeitung dieses kleinen Leitfadens, teilten Herr Jean Mirimanoff, Richter, Frau Ute Bugnion, Frau Martine Chenou und Frau Francine Courvoisier, Mediatorinnen und Rechtsanwältinnen, ihre Erfahrungen und liessen sich durch weitere Quellen inspirieren: CEDR, Court referred ADR, A Guide for Judiciary, 2nd ed., October 2003; Schweizerische Kammer für Wirtschaftsmediation, mehrsprachige Präsentation, 2004; Gemme, Leitfaden der Mediation, Französische Abteilung, 2005.

An dieser Stelle sei herzlich gedankt : Herrn Etienne Soltermann, Rechtsanwalt, für die deutsche Übersetzung, und Herrn Marco Crisante, Rechtsanwalt, für die italienische Übersetzung, Herrn Ramon Rodriguez, Rechtsanwalt, für die spanische Übersetzung, Herrn Jeremy Lack, Rechtsanwalt und Mediator, für die englische Übersetzung, Frau Olga Mirimanoff, für die russische Übersetzung, Frau Iwona Joziak Durr, Mediatorin und Rechtsanwältin, für die polnische Übersetzung, Herrn João Esteves-Ferreira, Übersetzer, für die portugiesische Übersetzung, und Frau Jeanne-Julie Vittoz-Egloff, Rechtsanwältin, für die griechische Übersetzung dieses Leitfadens.

Bernard DUPORT
Président de la Commission de préavis
Secrétaire adjoint du Département des Institutions
de la République et Canton de Genève

Praktischer Leitfaden zur zivilen Mediation

1. An wen soll man sich wenden ?

Die Eintragung auf die Liste der Mediatoren und der Mediationsstellen bei den Genfer Gerichten bietet die Garantie, daß die darauf eingetragenen Personen die notwendigen gesetzlichen Bedingungen erfüllen: sie besitzen eine angemessene berufliche Ausbildung, wurden durch den Genfer Kantonsrat vereidigt und sind von Gesetzes wegen zur Einhaltung der Schweigepflicht und der Verhaltensregeln verpflichtet.

Anmerkungen :

1. In den Kantonen, welche (noch) keine offiziellen Listen besitzen, führen die folgenden schweizerischen Dachverbände eine aktuelle Liste der zugelassenen Mediatoren :
 - Schweizerische Kammer für Wirtschaftsmediation (SKWM)
 - Schweizerischer Dachverband Mediation (SDM)
 - Schweizerischer Anwaltsverband (SAV)

2. Es ist zu bemerken, daß es auf internationaler Ebene seit dem 27. September 2005 ein neuen Verband gibt: "MEDAL - The International Mediation Services Alliance". Die fünf Gründungsmitglieder dieses Verbandes sind folgende :
 - ACB Mediation in den Niederlanden;
 - ADR Center in Italien;
 - CEDR Solve in Großbritannien;
 - CMAP in Frankreich;
 - JAMS in den Vereinigten Staaten von Amerika.

2. Was ist Mediation ?

Mediation ist eine Konfliktlösungsmethode, bei welcher ein unabhängiger, neutraler und unparteiischer Dritter, der Mediator oder die Mediatorin, den Parteien hilft, ihre Probleme zu lösen, indem er/sie sie dazu bringt, den Dialog

wiederherzustellen und selbst eine Lösung ihres Konflikts zu suchen.

3. In welchen Fällen ist dies angebracht ?

Die Mediation erscheint in folgenden Situationen als angebracht :

- Die Parteien stehen in einem lange dauernden tatsächlichen Verhältnis zueinander (Familie, Arbeitsverhältnis, Nachbarschaft), oder in einer rechtlichen Beziehung (Familienkonflikte, Konflikte im Mietrecht, im gemeinschaftlichen Eigentum, im Bauwesen, Partnerschaftsverträge, Verträge über geistiges Eigentum, sowie andere Geschäftsverträge).
- Der Konflikt birgt starke emotionelle Elemente in sich.
- Angesichts ihrer gleichgelagerten oder sich ergänzenden wirtschaftlichen Interessen haben die Parteien ein Interesse, eine Zusammenarbeit in die Wege zu leiten oder ihre jeweiligen Tätigkeiten abzugrenzen.
- Ein Konflikt überdeckt einen anderen.
- Den Interessen der Parteien ist mit einer raschen Lösung besser gedient als durch ein langwieriges Gerichts- oder Schiedsgerichtsverfahren; die Kosten eines Prozesses stehen in keinem Verhältnis zu den auf dem Spiel stehenden Beträgen.
- Die Probleme sind außerordentlich komplex. Sie betreffen mehrere Klagen oder mehrere Parteien (Mitverantwortlicher, Versicherungsgesellschaft, eine andere Konzerngesellschaft, einen Partner, einen Lizenznehmer, usw.).
- Der Konflikt betrifft mehrere Länder. Man stößt auf kulturelle Unterschiede oder Sprachprobleme.

- Die Parteien wünschen, die Öffentlichkeitswirkung eines Gerichtsverfahrens zu vermeiden.

4. Ist die Mediation immer die angemessene Methode ?

Nicht immer. Diese Frage kann sich in folgenden Fällen stellen:

- Wenn die schwächere Partei den besonderen Schutz benötigt, welchen das Gesetz ihr zuspricht.
- Wenn zwischen den Parteien ein eindeutiges Ungleichgewicht der Stärken besteht.
- Wenn zwischen den Parteien keinerlei Verbindung besteht.
- Wenn vernünftigerweise vorausgesehen werden kann, daß ein ziviles Gerichtsverfahren rasch und ohne besondere Schwierigkeiten ablaufen kann.
- Wenn die Parteien durch einen Gerichtsentscheid einen Präzedenzfall schaffen möchten.

5. Wie läuft die Mediation ab?

Die Parteien wählen den Mediator gemeinsam. Das Verfahren findet in mehreren Sitzungen statt, deren Ablauf und Dauer von den Parteien selbst festgesetzt werden. Wer an der Mediation teilnimmt -- ganz gleich in welcher Funktion -- ist verpflichtet, über sämtliche während der Mediation ausgetauschten Stellungnahmen, Vorschläge und Aussagen die Vertraulichkeit zu wahren, und sie nicht in einem möglichen nachfolgenden Gerichts- oder Schiedsgerichtsverfahren zu verwenden.

6. Welche Rolle erfüllt der Mediator ?

Die wichtigste Rolle des Mediators besteht darin, den Parteien dabei zu helfen, eine konstruktive Verhandlung durchzuführen. Er erleichtert den Kontakt zwischen ihnen, sowie das Gespräch über die Konfliktpunkte, welche sie entzweien. Er identifiziert mit spezifischen Mitteln die Hindernisse, welche dem Gespräch und dem Verständnis zwischen den Parteien entgegenstehen. Er stellt eine Atmosphäre des Respekts her, in welcher die Parteien das für einen konstruktiven Dialog notwendige Vertrauen finden können. Er hilft ihnen, ihre kreativen Möglichkeiten zu entwickeln, um ihren Konflikt in einer für beide Parteien zufrieden stellenden Weise zu lösen.

Der Mediator ist weder Richter noch Schiedsrichter.

7. Welches ist die Rolle des Rechtsanwalts in der Mediation ?

Die Rolle des Anwalts ist anders als jene, welche er innerhalb des gerichtlichen Kampfs einnimmt und wird in gegenseitigem Einverständnis festgelegt. Die Mitwirkung eines Anwalts ist wichtig, insbesondere für die Niederschrift der endgültigen Einigung. Die Mitwirkung eines Anwalts ist besonders im Rahmen der Wirtschaftsmediation wünschenswert.

8. Welches sind die Vorteile der Mediation ?

Die Mediation ermöglicht es den Parteien, den Dialog wiederherzustellen. Es steht den Parteien frei, eine Lösung ihrer Wahl zu finden, ohne dabei durch die im Rahmen eines Gerichtsverfahrens gestellten Forderungen gebunden zu sein.

Die Mediation ist ein rasches Verfahren. Sie kann nach ein paar Tagen beginnen. Oft genügen ein oder zwei Treffen, um eine Lösung zu finden, oder um zum Schluß zu gelangen, daß

die Mediation verfrüht ist. Dank der Schnelligkeit und der Wirksamkeit der Mediation stellen deren Kosten nur einen Bruchteil der Kosten eines Gerichts- oder Schiedsgerichtsverfahrens dar.

Die Erfolgsquote ist hoch (60 bis 80% in den Ländern, wo sie angewendet wird), besonders in wirtschaftlichen Angelegenheiten.

9. Welches sind die Kosten der Mediation ?

Die Kosten einer Mediation bestehen aus dem Honorar des Mediators und dessen möglichen Auslagen. Die Parteien und der Mediator einigen sich vorerst über die Einzelheiten der Bezahlung. Das Honorar des Mediators kann differenziert werden. Die Festsetzung des Stundesatzes der Honorare wird insbesondere die finanzielle Lage der Parteien, den Streitwert, die Anzahl Parteien usw. berücksichtigen. Meistens sind die Kostentarife im Voraus bekannt, da sie im Reglement der Mediationsstellen festgesetzt werden.

10. Kann man Rechtshilfe beantragen ?

Wenn die Bedingungen für die Erteilung der Rechtshilfe erfüllt sind, werden die Kosten der Mediation einschließlich des Honorars der Mediatoren übernommen.

* * *

Prefazione

Una guida : per chi e perchè ?

Il 1° gennaio 2005 è entrata in vigore la prima legge – in Svizzera – sulla mediazione civile, modificando e completando simultaneamente la legislazione sulla procedura civile e quella sull'organizzazione giudiziaria del cantone di Ginevra.

Nel decorrere di qualche anno, le camere federali adotteranno una legge sulla procedura civile Svizzera (PCS) che sarà, nella sua applicazione, confrontata inevitabilmente al procedimento di mediazione come un metodo complementare di risoluzione delle controversie.

Perchè nel nostro paese, comme nell'insieme dell'Europa, la mediazione conosce una rinascita da una buona dodicina d'anni. Lenta e inesorabile.

Sembra dunque importante di ben conoscerla, per ben capirla e sceglierla scientemente, tra le altre vie : negoziazione, conciliazione, arbitraggio...

È a quanto aspira questa modesta guida :

a) porre chiaramente le buone questioni : quelle che preoccupano le persone e le imprese in difficoltà relazionale o confrontate a una procedura giudiziaria o arbitrale;

b) prospettare, per ciascuna di esse, una o parecchie risposte concrete, tant'è vero che la mediazione presenta parecchi aspetti;

c) contribuire in maniera più generale, al dibattito necessario, in Svizzera o altrove, sul ruolo dei metodi di risoluzione amichevoli delle controversie e – in particolare – sulle relazioni

fra la mediazione con la procedura civile, rispettivamente l'arbitraggio.

Abbozzando questa piccola guida, hanno contribuito con la loro esperienza il Signor Jean Mirimanoff, magistrato, le Signore Ute Bugnion, Martine Chenou e Francine Courvoisier, mediatrici e avvocati, tutti membri della nostra commissione, sempre ispirandosi ad altre fonti : CEDR, Court referred ADR, A guide for judiciary, 2nd ed., October 2003; Chambre suisse de médiation commerciale, plaquette plurilingue, éd. 2004; Gemme, Guide sur la médiation, Section française, 2005.

Che siano qui vivamente ringraziati il Signor Etienne Soltermann, avvocato, per la sua traduzione in lingua tedesca, il Signor Marco Crisante, avvocato, per la sua traduzione in lingua italiana, il Signor Ramon Rodriguez, avvocato, per la sua traduzione in lingua spagnola, il Signor Jeremy Lack, avvocato e mediatore, per la sua traduzione in lingua inglese, la Signora Olga Mirimanoff per la sua traduzione in lingua russa, la Signora Iwona Joziak Durr, avvocato e mediatrice, per la sua traduzione in lingua polacca, il Signor João Esteves-Ferreira, traduttore, per la sua traduzione in lingua portoghese e la Signora Jeanne-Julie Vittoz-Egloff, avvocato, per la sua traduzione in lingua greca.

Bernard DUPORT
Président de la Commission de préavis
Secrétaire adjoint du Département des Institutions
de la République et Canton de Genève

Guida pratica della mediazione civile

1. A chi rivolgersi ?

L'iscrizione alla tabella dei mediatori e istituzioni di mediazione presso i tribunali ginevrini, offre la garanzia che le persone che vi figurano riempiono le condizioni legali : esse hanno una formazione professionale adeguata, hanno giurato davanti il Consiglio di Stato, sono tenuti dalla legge al segreto e al rispetto delle regole di deontologia.

Note :

1. Nei cantoni che non hanno (ancora) delle tabelle ufficiali, le seguenti associazioni Svizzere tengono aggiornata la lista dei loro membri mediatori aggregati, sia :
 - La Camera Svizzera di mediazione commerciale (CSMC)
 - La Federazione Svizzera delle associazione di mediazione (FSM)
 - La Federazione Svizzera degli avvocati (FSA)
2. Sul piano internazionale è dovere segnalare l'esistenza, dal 27 settembre 2005, di una nuova confederazione : "MEDAL - The International Mediation Services Alliance". I cinque membri fondatori sono :
 - ACB Mediation nei Paesi-Bassi;
 - ADR Center in Italia;
 - CEDR Solve nel Regno Unito;
 - CMAP in Francia;
 - JAMS negli Stati Uniti d'America.

2. Cos'è la mediazione ?

La mediazione è una maniera per risolvere i conflitti con la quale un terzo indipendente, neutro e imparziale, il mediatore o la mediatrice, aiuta le parti a risolvere i loro problemi, inducendoli a dialogare e trovare loro stessi una soluzione alle proprie controversie.

3. Quali sono le cause che si prestano ?

La mediazione sembra appropriata nelle seguenti situazioni :

- Le parti mantengono delle relazioni durabili di fatto (per es. situazioni familiari, relazioni di lavoro, vicinato) o per legge (per es. : conflitti familiari, contratti d'affitto, di conproprietà, di costruzione, contratti di associazione, di proprietà intellettuale e altri contratti commerciali).
- Il conflitto contiene una componente emozionale importante.
- In ragione d'interessi economici convergenti o complementari, le parti hanno interesse a cooperare o a delimitare le loro rispettive attività.
- Il conflitto ne nasconde un'altro.
- Gli interessi delle parti sono meglio preservati attraverso un rapido accordo, che attraverso una lunga procedura giudiziaria o arbitrale; il costo del processo è disproporzionato in rapporto alla posta in gioco.
- I problemi sono estremamente complessi. Essi concernano diverse domande o diverse parti (co-responsabile, assicurazione, altra società di un gruppo, associato, licenziato, ecc...).
- Il conflitto implica parecchi paesi. Viene constatata la differenza di cultura o di lingua.
- Le parti auspicano evitare la pubblicità di una procedura giudiziaria.

4. La mediazione è sempre adeguata ?

Non sempre. Si può porre seriamente la questione nei seguenti casi :

- Quando la parte piú debole ha bisogno della speciale protezione che le accorda la legge.
- Quando c'è un netto squilibrio nel rapporto fra le parti.
- Quando non esiste nessun legame tra le parti.
- Quando si può pronosticare ragionevolmente che la procedura civile può svolgersi rapidamente e senza particolare difficoltà.
- Quando una o le parti vogliono ottenere un precedente con una decisione giudiziaria.

5. Come si svolge la mediazione ?

Le parti scelgono di comune accordo il mediatore. Il procedimento si svolge in qualche seduta, la cui modalità e durata è fissata dalle stesse parti. Le persone coinvolte nella procedura di mediazione, indipendentemente dalla loro funzione, si ingaggiano a preservare la confidenzialità sulle prese di posizione, offerte e proponimenti scambiati durante la mediazione e di non utilizzarla in una eventuale procedura giudiziaria o arbitrale susseguente.

6. Quale è il ruolo del mediatore ?

Il ruolo principale del mediatore consiste a aiutare le parti a intraprendere una negoziazione costruttiva. Egli facilita la comunicazione fra di esse e la discussione degli elementi di conflitto che li oppone. Egli identifica gli ostacoli alla

comunicazione e all'intesa utilizzando delle tecniche specifiche. Egli crea un'atmosfera di rispetto nella quale le parti, possono trovare la fiducia necessaria per un dialogo fruttuoso. Aiuta così a sviluppare le loro possibilità creative per risolvere il conflitto in maniera soddisfacente per entrambi.

Il mediatore non è né giudice né arbitro.

7. Quale è il ruolo dell'avvocato nella mediazione ?

Il ruolo dell'avvocato differenzia da quello della battaglia giudiziaria e sarà determinato di comune accordo. Si avvera importante, particolarmente durante la redazione dell'accordo finale.

La presenza dell'avvocato è più particolarmente benvenuta nella mediazione commerciale.

8. Quali sono i vantaggi della mediazione ?

La mediazione permette alle parti di riallacciare il dialogo. Le parti sono libere di trovare una soluzione a loro convenienza, senza essere limitate dalle conclusioni formulate in procedura.

La mediazione è un procedimento rapido. Essa può iniziare entro pochi giorni. Sovente una o due sedute sono sufficienti per trovare una soluzione o per arrivare alla conclusione che la mediazione è prematura. Grazie alla rapidità e efficacia, il costo di una mediazione rappresenta una frazione del costo di una procedura giudiziaria o d'arbitraggio.

Il suo tasso di successo è alto (60 a 80% nei paesi che la praticano), particolarmente in materia commerciale.

9. Quale è il costo della mediazione ?

Nel costo di una mediazione sono inclusi gli onorari del mediatore e sue eventuali spese. Le parti e il mediatore trovano un accordo sulla modalità di remunerazione. Gli onorari del mediatore possono essere differenziati. La fissazione del tasso orario degli onorari terrà conto in particolare della situazione finanziaria delle parti, del valore del litigio, del numero delle parti, ecc... Sovente la tariffa è conosciuta in anticipo perché è fissata dal regolamento delle istituzioni della mediazione.

10. Si può ricorrere all'assistenza giuridica ?

Quando le condizioni dell'assistenza giuridica sono riempite, essa si fa carico del costo della mediazione, compresi gli onorari dei mediatori.

* * *

Foreword

A guide: for whom and why ?

On January 1, 2005 the first law in Switzerland on civil mediation came into effect, amending and completing at the same time the law of civil procedure and the organization of the judiciary in the canton of Geneva.

In a few years, the federal parliament will adopt a unified law on Swiss Civil Procedure (SCP) that will, in its implementation, inevitably be confronted with mediation proceedings as an additional method of dispute resolution.

For in our country, as is the case throughout Europe, mediation has been undergoing a rebirth within the last dozen years. It is slow and inexorable.

It therefore appears important to know it well, in order to understand it and use it wisely, alongside amicable means of dispute resolution: e.g., negotiation, conciliation, arbitration...

This is the purpose of this small guide:

- a) to ask in a clear manner the right questions: those that are asked by people and companies involved in difficult relationships or confronted with judicial or arbitration proceedings;
- b) to provide for each of these questions one or several concrete answers, despite the fact that mediation has many facets;
- c) to contribute, more generally, to the debate that is needed in Switzerland and elsewhere on the role of amicable methods of dispute resolution, and – in particular – on the relationship between mediation and civil procedure or alternatively arbitration.

In drafting this small guide, Mr. John Mirimanoff, a judge, together with Mrs. Ute Bugnion, Mrs. Martine Chenou and Mrs. Francine Courvoisier, mediators and lawyers, who are all members of our Commission, have shared their experience while also inspiring themselves from other sources: CEDR, Court Referred ADR, A Guide for the Judiciary, 2nd ed., October 2003; the Swiss Chamber of Commercial Mediation's multilingual brochure, ed. 2004; GEMME, Guide to Mediation, French Section, 2005.

They are to be greatly thanked, as well as Me Etienne Soltermann, a lawyer, for his German translation, and Me Marco Crisante, a lawyer, for his Italian translation, Me Ramon Rodriguez, a lawyer, for his Spanish translation, Me Jeremy Lack, a lawyer and mediator, for his English translation, Mrs Olga Mirimanoff, for her Russian translation, Me Iwona Joziak Durr, a lawyer and mediator, for her Polish translation, Mr. João Esteves-Ferreira, for his Portuguese translation, and Mrs Jeanne-Julie Vittoz-Egloff, a lawyer, for her Greek translation.

Bernard DUPORT
Président de la Commission de préavis
Secrétaire adjoint du Département des Institutions
de la République et Canton de Genève

Practical Guide to Civil Mediation

1. Who to contact ?

The register of mediators and mediation institutions that is held by the Geneva courts provides a guarantee that the persons listed there have met legal requirements: they have sufficient professional training, have sworn an oath before the local government (“Conseil d’Etat”), and are legally bound to secrecy and to respect the code of conduct.

Comments :

1. For the cantons that have not (yet) compiled official lists of mediators, the following Swiss mediation institutions hold up-to-date lists of their accredited mediators:
 - the Swiss Chamber of Commercial Mediation (CSMC);
 - the Swiss Federation of Mediation Associations (FSM);
 - the Swiss Federation of Lawyers (FSA).

2. At the international level, a new confederation of organizations exists since September 27 2005: "MEDAL - The International Mediation Services Alliance". The five founding members are:
 - ACB Mediation in the Netherlands;
 - ADR Center in Italy;
 - CEDR Solve in the United Kingdom;
 - CMAP in France;
 - JAMS in the United States of America.

2. What is mediation ?

Mediation is a means of resolving disputes by which an independent, neutral and impartial third party, the mediator (“the mediator”), helps the parties to resolve their problems by assisting them to re-establish dialogue and to find for themselves a solution to their disagreement.

3. What sorts of cases are appropriate for mediation ?

Mediation appears to be appropriate in the following situations:

- Where the parties have lasting relationships as a matter of fact (e.g., family relationships, relations in the workplace, neighbourhood situations) or as a matter of law (e.g., disputes arising out of family, landlord and tenant, joint ownership, construction, partnership, intellectual property, or other contractual legal obligations).
- Where the dispute involves a strong emotional element.
- Where because of convergent or complementary economic interests, the parties would be better off cooperating or delimiting their respective activities.
- Where the dispute is hiding another one.
- Where the interests of the parties are best served by reaching an agreement rapidly rather than through long judicial or arbitration proceedings, or where the costs of the proceedings are disproportionate to the value of the dispute.
- The problems are extremely complex. They involve several claims or many parties (joint responsibility, insurance, another affiliate within a group, a partnership, a licensee, etc.).
- The dispute involves several countries. It reflects differences in culture or language.
- The parties wish to avoid the publicity of a lawsuit before the courts.

4. Is mediation always appropriate ?

Not always. The question should be considered seriously in the following cases:

- When the weaker party needs the special protection granted to him by the law.
- When there is a net imbalance in the powers of the parties.
- When there is no relationship at all between the parties.
- When one can reasonably forecast that civil proceedings can unfold quickly and without particular difficulty.
- When one or both of the parties wish to obtain a legal precedent through a judicial decision.

5. How does a mediation occur ?

The parties choose the mediator by common agreement. The mediation process takes place over a series of meetings, whose modalities and length are determined up by the parties themselves. All persons participating in the mediation, in whatever capacity, undertake to maintain the confidentiality of all information exchanged during the mediation and not to use it in any eventual subsequent judicial or arbitral proceedings.

6. What is the role of the mediator ?

The primary role of the mediator is to assist the parties to enter into constructive negotiations. (S)he facilitates communication between the parties and discussion on the elements of the dispute that opposes them. (S)he identifies any obstacles to communication or to understanding by using specific techniques. (S)he creates a respectful environment in which the

parties can establish the necessary trust for a fruitful dialogue. (S)he helps the parties by this to consider and develop possible creative options to resolve their dispute in a way that is satisfactory to each of them.

The mediator is neither a judge nor an arbitrator.

7. What is the role of the lawyer in mediation ?

The role of the lawyer is different from in judicial litigation and can be decided by common agreement. (S)he is important, particularly at the time of drafting the settlement agreement. The presence of the lawyer is especially welcome in commercial mediation.

8. What are the advantages of mediation ?

Mediation allows the parties to renew dialogue. The parties remain free to find a solution at their convenience, without being limited by the positions taken in legal proceedings.

Mediation is a rapid process. It can begin within several days. Often one or two meetings will suffice to find a solution or to reach the conclusion that mediation is premature at this stage. Thanks to its speed and effectiveness the cost of a mediation amounts to only a fraction of the cost of judicial proceedings or an arbitration.

It has a high success rate (60 to 80% in the countries that practice it), especially in commercial disputes.

9. What are the expenses of a mediation ?

The expenses of a mediation consist essentially of the mediator's fees and his/her eventual out-of-pocket expenses.

The parties and the mediator start off by agreeing to the modalities of his/her compensation. The fees of the mediator can be negotiated. His/her hourly rate will usually take into account the financial situations of the parties, the value of the dispute, the number of parties involved, etc. The rates are often known in advance because they are set in the rules of mediation institutions.

10. Can one obtain legal aid ?

When the conditions for legal aid are met, the costs of the mediation are paid for, including the mediator's fees.

* * *

Prólogo

Una guía: ¿para quién y por qué?

El 1 de enero de 2005 entro en vigor la primera ley - en Suiza - sobre la mediación civil, modificando y completando a su vez la legislación de enjuiciamiento civil y la organización judicial del Cantón de Ginebra.

Dentro de algunos años, las Cámaras Federales adoptaran una ley unificada de enjuiciamiento civil suizo (PCS) que será, en su aplicación, inevitablemente confrontada con el proceso de mediación como modo complementario de resolución de desacuerdos.

Porque en nuestro país, como en toda Europa, la mediación conoce desde hace doce años un renacimiento. Lento y inexorable.

Así que parece importante conocerla bien, para entenderla bien y escogerla adrede, entre las otras vías: negociación, conciliación, arbitraje...

Es el objetivo de esta modesta guía:

- a) Plantear claramente las buenas preguntas : aquellas que surgen entre las personas y las empresas con dificultades relacionales o confrontadas con un procedimiento judicial o arbitral;
- b) Esbozar, para cada una de ellas, una o varias respuestas concretas, ya que la mediación tiene varias facetas;
- c) Contribuir, de manera más general, al necesario debate, en Suiza y en otras partes, sobre el protagonismo de modos amistosos de resolución de desacuerdos, y - en particular -

sobre las relaciones entre la mediación y el proceso civil, respectivamente el arbitraje.

Esbozando esta pequeña guía, Jean Mirimanoff, magistrado, Ute Bugnion, Martine Chenou y Francine Courvoisier, mediadoras y abogadas, todos miembros de nuestra comisión, compartieron su experiencia inspirándose también en otras fuentes: CEDR, Court referred ADR, A guide for judiciary, 2nd ed., October 2003; Chambre suisse de médiation commerciale, plaquette plurilingue, éd 2004; Gemme, Guide sur la médiation, Section française, 2005.

Les damos las gracias, así como a Etienne Soltermann, abogado, por su traducción alemana, a Marco Crisante, abogado, por su traducción italiana, a Ramón Rodríguez, por su traducción española, a Jeremy Lack, abogado y mediador, por su traducción inglesa, a Olga Mirimanoff por su traducción rusa, a Iwona Joziak Durr, abogada y mediadora, por su traducción polaca, a João Esteves-Ferreira, por su traducción portuguesa, y a Jeanne-Julie Vittoz-Egloff, abogada, por su traducción griega.

Bernard DUPORT
Président de la Commission de préavis
Secrétaire adjoint du Département des Institutions
de la République et Canton de Genève

Guía práctica de la mediación civil

1. ¿A quién dirigirse?

La inscripción en el listado de los mediadores e instituciones de mediación a utilidad de los tribunales ginebrinos ofrecen la garantía de que las personas inscritas cumplen los requisitos legales: disponen de una buena experiencia profesional, han prestado juramento ante el Consejo de Estado, por ley tienen la obligación de guardar secreto y respetar las reglas de deontología.

Notas :

1. En los cantones que no disponen (aún) de listados oficiales, las asociaciones centrales suizas siguientes tienen listados actualizados de sus miembros mediadores autorizados, es decir:
 - la Cámara suiza de mediación comercial (CSMC);
 - la Federación suiza de asociaciones de mediación (FSM);
 - la Federación suiza de abogados (FSA).
2. En el plano internacional, hay que señalar la existencia desde el 27 de septiembre de 2005, de una nueva confederación: "MEDAL – The International Mediation Services Alliance". Los cinco miembros fundadores son :
 - ACB Mediation en los Países Bajos
 - ADR Center en Italia
 - CEDR Solve en el Reino Unido
 - CMAP en Francia
 - JAMS en Estados Unidos

2. ¿Qué es la mediación?

La mediación es una manera de resolver conflictos a través de la cual un tercero independiente, neutral y imparcial, el mediador o la mediadora (de ahora en adelante: "el mediador"), ayuda a las partes a solucionar sus problemas llevándolas a

reanudar el diálogo y a buscar ellas mismas una solución a su conflicto.

3. ¿Cuáles son las causas que se prestan a la mediación?

La mediación parece ser apropiada para las siguientes situaciones:

- Las partes mantienen relaciones durables de hecho (por ejemplo : situaciones familiares, relaciones en el ámbito laboral, vecindad) o legales (por ejemplo: conflictos familiares, alquiler, copropiedad, contratos de asociación y otros contratos comerciales).
- El conflicto contiene un componente emocional importante.
- Debido a intereses económicos convergentes o complementarios, las partes tienen interés en crear una cooperación o en delimitar sus actividades respectivas.
- El conflicto esconde otro tipo de conflicto.
- Los intereses de las partes están mejor preservados a través de un arreglo rápido que a través de un largo proceso judicial o arbitral; el coste del proceso es desproporcionado con respecto a lo que está en juego.
- Los problemas son extremadamente complejos. Conciernen varias demandas o varias partes (coresponsable, compañía de seguros, otra sociedad de un grupo, socio, un despido, etc.).
- El conflicto concierne varios países. Se constata que existen diferencias de cultura o de idioma.

- Las partes desean evitar la publicidad de un proceso judicial.

4. ¿Es siempre la mediación la forma más adecuada de intervenir?

No siempre lo es. Esta pregunta puede plantearse en los siguientes casos :

- Cuando la parte más débil necesita la protección especial que le otorga la ley.
- Cuando existe un claro desequilibrio de la relación de fuerzas entre las partes.
- Cuando no existe ningún lazo entre las partes.
- Cuando se puede diagnosticar razonablemente que el proceso civil puede desarrollarse rápidamente y sin dificultad particular.
- Cuando una de las partes o las partes quieren crear un precedente a través de una decisión judicial.

5. ¿Como se desarrolla la mediación?

Las partes escogen un mediador de común acuerdo. El proceso se desarrolla en algunas sesiones cuyas modalidades y duración son fijadas por las partes ellas mismas. Todas las personas que participan a la mediación a cualquier título que sea se comprometen a preservar la confidencialidad de toda información intercambiada durante la mediación y a no utilizarla en un eventual proceso judicial o arbitral subsiguiente.

6. ¿Cuál es el papel del mediador?

En primer lugar, el mediador ayuda a las partes a emprender una negociación constructiva. Facilita la comunicación entre las partes y la discusión sobre los elementos con que se enfrentan las partes. Identifica los obstáculos que dificultan la comunicación y la armonía utilizando técnicas específicas. Crea una atmósfera de respeto en la cual las partes pueden encontrar la confianza necesaria para un diálogo fructuoso. Así, ayuda a las partes a desarrollar sus capacidades creativas para resolver el conflicto de manera satisfactoria para cada una de ellas.

7. ¿Cuál es el papel del abogado en la mediación?

El papel del abogado difiere de aquel del combate judicial y será determinado de común acuerdo. Es importante, especialmente en el momento de la redacción del acuerdo final. La presencia del abogado es más particularmente bienvenida en la mediación comercial.

8. ¿Cuáles son las ventajas de la mediación?

La mediación permite a las partes de reanudar el diálogo. Las partes permanecen libres para encontrar una solución que les convenga, sin estar limitadas por las conclusiones formuladas en el proceso.

La mediación es un proceso rápido. Pocos días son necesarios para que empiece la mediación. Muchas veces una o dos sesiones son suficientes para encontrar una solución o para llegar a la conclusión de que la mediación es prematura. Gracias a su rapidez y a su eficacia, el coste de una mediación sólo representa una fracción del coste de un proceso judicial o arbitral.

Su índice de éxito es elevado (entre 60 y 80% en los países que la practican), sobre todo en materia comercial.

9. ¿Cuáles son los costes de la mediación?

Los costes de una mediación se componen de los honorarios del mediador y de sus eventuales gastos. Las partes y el mediador empiezan por entenderse sobre las modalidades de la remuneración. Los honorarios del mediador pueden ser diferenciados. La fijación de la tarifa horaria de los honorarios tendrá en cuenta, especialmente, la situación económica de las partes, el valor del litigio, el número de partes, etc. Frecuentemente, se conoce de antemano la tarificación porque esta fijada en el reglamento de las instituciones de mediación.

10. ¿Se puede recurrir a la asistencia jurídica?

Cuando están reunidos los requisitos de la asistencia jurídica, se asume el coste de la mediación incluso los honorarios de los mediadores.

* * *

ПРЕДИСЛОВИЕ РУКОВОДСТВО : кому оно предназначено и для чего?

1 января 2005 в Швейцарии вошел в силу новый закон о гражданской согласительной процедуре, изменяющий и дополняющий одновременно законодательства о гражданском судопроизводстве и судоустройстве кантона Женева.

Через несколько лет обе Федеральные Палаты примут новый унифицированный закон о гражданском судопроизводстве. Его применение неизбежно будет взаимодействовать с согласительной процедурой, как с дополнительным способом решения споров, поскольку в нашей стране, так же как и во всей Европе, на протяжении последних двенадцати лет наблюдается медленное, но необратимое возрождение согласительной процедуры.

Таким образом, представляется важным быть хорошо осведомленным о согласительной процедуре и с достаточным основанием выбирать именно ее среди других путей решения конфликтов (примирительная процедура, арбитраж).

Это небольшое руководство помогает :

а) ясно обозначить те вопросы, которые возникают у частных лиц или на предприятиях, имеющих трудности в отношениях с кем-либо или находящихся перед лицом судебного или арбитражного процесса;

в) очертить один или несколько конкретных ответов на каждый из вопросов, поскольку согласительная процедура многогранна в своих возможностях;

с) содействовать самым широким дебатам в Швейцарии и за ее пределами о роли методов мировых решений споров, в особенности о взаимоотношениях между согласительной процедурой и гражданским судопроизводством и, соответственно, арбитражем.

Готовя это руководство, г-н Иван Мириманофф, судья, г-жи Юте Бюньон, Мартин Шену и Франсин Курвуазье, гражданские посредники и адвокаты, все члены нашей Комиссии, применили свой собственный опыт, а также воспользовались другими источниками, а именно: CEDR Court referred ADR, A guide for judiciary, 2nd ed., October 2003; Chambre suisse de médiation commerciale, plaquette plurilingue, ed. 2004; GEMME, Guide sur la médiation, Section française, 2005.

Всем им выражаю горячую признательность, а также г-ну Етьену Солтерману, адвокату, за перевод данного текста на немецкий язык, г-ну Марко Кризанте, адвокату, за перевод на итальянский язык, г-ну Жереми Лаку, адвокату и гражданскому посреднику, за перевод на английский язык, г-ну Рамону Родригесу, адвокату, за перевод на испанский язык, г-же Ольге Мириманофф за перевод на русский язык, г-ну Жоао Эстевес-Ферера, присяжному переводчику, за перевод на португальский язык, г-же Ивоне Жозьяк Дюр, адвокату и гражданскому посреднику, за перевод на польский язык, г-же Жан-Жюли Виттоз-Эглофф, адвокату, за перевод на греческий язык.

Бернар ДЮПОРТ

Президент Предварительной Комиссии
Помощник Секретаря департамента юстиции, полиции
и общественной безопасности Республики и кантона
Женева

ПРАКТИЧЕСКОЕ РУКОВОДСТВО ПО ГРАЖДАНСКОЙ СОГЛАСИТЕЛЬНОЙ ПРОЦЕДУРЕ (МЕДИАЦИИ)

1. К кому обращаться ?

Запись в официальном списке гражданских посредников и посреднических учреждений, закрепленных за гражданскими судами Женевы, предоставляет гарантию того, что они отвечают необходимым требованиям, а именно : имеют адекватную профессиональную подготовку, принесли присягу перед Государственным Советом, хранят профессиональную тайну и уважают правила деонтологии.

Замечания

1. В тех кантонах, где еще не существует официальных списков, нижеперечисленные руководящие органы владеют собственными списками с именами членов-посредников:
 - Швейцарская согласительная палата по коммерческим делам (CSMS)
 - Федерация швейцарских ассоциаций по согласительной процедуре (FSM)
 - Федерация швейцарских адвокатов (FSA)

2. На международном уровне следует обозначить создание 27 сентября 2005 года новой конфедерации “MEDAL - The International Mediation Services Alliance”, в состав которой входят пять ее членов-основателей :
 - ACB Mediation Нидерланды
 - ADR Center Италия
 - CEDR Solve Великобритания
 - CMAP Франция
 - JAMS США

2. Что представляет собой согласительная процедура?

Согласительная процедура – это метод разрешения конфликтов, при котором третье лицо, независимое, нейтральное и беспристрастное, здесь и далее «посредник», помогает сторонам уладить их споры через возобновление диалога и подталкивает их к нахождению своего решения.

3. В каких случаях уместна согласительная процедура?

Согласительная процедура является приемлемой в следующих случаях:

- когда стороны связывают длительные фактические отношения (ситуации семейные, рабочие, соседские) или правовые (семейные конфликты, аренда и найм жилья, владение общей собственностью, строительство, контракты ассоциаций, патентные споры и прочие коммерческие контракты)
- когда конфликт содержит большую эмоциональную составляющую
- когда обе стороны по экономическим причинам заинтересованы в дальнейшем сотрудничестве или же в распределении их деятельности
- когда один конфликт заслоняет другой
- когда сторонам экономически невыгодны расходы и длительность по долгому судебному или арбитражному разбирательству, поскольку они диспропорциональны предмету спора

- когда проблемы крайне усложнены множественными требованиями, количеством участвующих сторон (совместная ответственность, страховые проблемы, партнерство и т.д)
- когда в конфликте задействовано много стран с разными культурами и языками
- когда стороны стараются избежать огласки возникновения судебной тяжбы между ними

4. Всегда ли согласительная процедура является адекватной к применению?

Не всегда. В следующих случаях ставится серьезный вопрос о ее уместности:

- когда более слабая из сторон нуждается в специальной защите, предусмотренной законом
- когда имеется очевидное неравенство в распределении сил между сторонами
- когда уже не существует никаких связей между сторонами
- когда можно разумно спрогнозировать, что в гражданском судопроизводстве все пройдет быстро и без осложнений
- когда стороны или одна из них желают иметь прецедент через решение гражданского суда

5. Как происходит согласительная процедура?

Стороны по общему согласию выбирают посредника. Процедура занимает несколько сеансов, формы и продолжительность которых решается сторонами. Все лица, участвующие в процедуре, вне зависимости от их роли, обязуются сохранять в тайне всю информацию, полученную в процессе, и не использовать ее, в случае дальнейшего развития конфликта в гражданском судопроизводстве или арбитраже.

6. Какова роль посредника ?

Первоочередная роль посредника - возобновить конструктивные переговоры. Он способствует налаживанию общению сторон и возникновению дискуссии по вопросам, которые их разделяют. Пользуясь обученными приемами, он распознает препятствия к налаживанию общения и взаимопонимания. Он создает атмосферу уважения, в которой стороны испытывают доверие, необходимое для возникновения результативного диалога. Он помогает сторонам развить их созидательные возможности для разрешения конфликта, удовлетворяющего каждую из них. Посредник не является ни судьей, ни арбитром.

7. Какова роль адвоката в согласительной процедуре ?

Роль адвоката отличается от той, что он играет в судопроизводстве и определяется их общим соглашением. Она оказывается важной во время написания заключительного соглашения. Присутствие адвоката особенно приветствуется в коммерческих согласительных процедурах.

8. В чем состоят преимущества согласительной процедуры?

Согласительная процедура позволяет возобновить диалог конфликтующим сторонам. Стороны свободны в нахождении собственного решения по их усмотрению. Они не ограничены требованиями, предусмотренными в судебном процессе.

Согласительная процедура - быстрый процесс. Она может завершиться за несколько дней. Иногда достаточно нескольких сеансов, чтобы найти решение или прийти к заключению, что она преждевременна. Благодаря своей скорости и действенности, ее стоимость представляет малую толику от расходов на судебный процесс или арбитраж.

У нее высокий результат успешных решений (от 60% до 80% в странах практикующих ее), особенно в коммерческих конфликтах.

9. Каковы расходы по согласительной процедуре?

Расходы складываются из гонорара посредника и возможных издержек. Стороны приступают к процессу с того, что договариваются о форме вознаграждения. Гонорар посредника может меняться. Определение почасовых ставок может зависеть от финансовой ситуации сторон, суммы спора, количества участников и т.д. Обычно, тарифная сетка известна заранее, так как она определяется согласительными учреждениями

10. Можно ли прибегнуть к бесплатной юридической помощи?

Если выполняются условия для таковой помощи, то она предоставляется и согласительная процедура оплачивается, включая гонорар посредника.

* * *

Wstęp

Przewodnik : dla kogo i dlaczego ?

Pierwszego stycznia 2005 nabrała mocy - w Szwajcarii – pierwsza ustawa prawna w sprawie mediacji cywilnej, modyfikując i uzupełniając prawodawstwo o procedurze cywilnej i organizacji sądowej kantonu Genewy.

Za kilka lat, Izby Federalne uchwalą ustawę która ujednocili szwajcarską procedurę cywilną. W zastosowaniu, prawo to będzie niewątpliwie konfrontowane z procesem mediacji jako uzupełniający sposób rozwiązywania sporów.

Dlatego że w naszym kraju, jak również w całej Europie, mediacja osiąga od ponad dwunastu lat renesans, wolny i bezwzględny.

Sprawą istotną jest więc dobrze zapoznać się z mediacją, aby ją zrozumieć i świadomie ją wybrać, spośród innych sposobów takich jak np. negocjacja, postępowanie pojednawcze, arbitraż...

Do tego dąży tenże przewodnik, a więc :

- a) Zadawanie odpowiednich pytań które nasuwają się osobom czy przedsiębiorstwom mającym trudności kontaktów między sobą, lub konfrontowane są z sądową lub arbitrażową procedurą.
- b) Próbowanie znalezienia, dla każdego z nich, jednej lub kilka konkretnych odpowiedzi, ponieważ mediacja może zawierać wiele aspektów.
- c) Przyczynianie się do kontynuowania niezbędnej wszczętej już dyskusji w Szwajcarii i w innych krajach, na temat roli polubownego rozwiązywania sporów, a w szczególności na

stosunki istniejące między mediacją, a procedurą cywilną lub arbitrażem.

Szkicując tenże mały przewodnik, Pan Jean Mirimanoff, sędzia, Panie Ute Bugnion, Martine Chenou i Francine Courvoisier, mediatorzy i adwokatki, wszyscy członkowie naszej komisji, podzielili ich doświadczenia zawodowe, wzorując się także na źródłach takich jak: CEDR, Court referred ADR, A guide for judiciary, 2nd ed., October 2003; Chambre suisse de médiation commerciale, plaquette plurilingue, ed. 2004; Gemme, Guide sur la médiation, Section française, 2005.

Wyrażamy im serdeczne podziękowania. Jak również adwokatom, Panu Mecenasowi Etienne Soltermann, za tłumaczenie w języku niemieckim, Panu Mecenasowi Marco Crisante, za tłumaczenie w języku włoskim, Panu Mecenasowi Ramon Rodriguez, za tłumaczenie w języku hiszpańskim, Panu Mecenasowi Jeremy Lack, za tłumaczenie w języku angielskim, Pani Oldze Mirimanoff za tłumaczenie w języku rosyjskim, Pani Mecenasowi Iwonie Joziak Durr, posiadającej tytuł adwokacki, za tłumaczenie w języku polskim, Panu João Esteves-Ferreira, tłumacz przysięgły, za tłumaczenie w języku portugalskim, i Pani Mecenasowi Jeanne-Julie Vittoz-Egloff, za tłumaczenie w języku greckim.

Bernard DUPORT
Président de la Commission de préavis
Secrétaire adjoint du Département des Institutions
de la République et Canton de Genève

Praktyczny Przewodnik mediacji cywilnej

1. Do kogo się zwrócić ?

Wpis mediatorów i instytucji pośredniczących na listę genewskich sądów daje gwarancje, że osoby zapisane spełniają warunki legalne : posiadają adekwatne wykształcenie zawodowe, są zaprzysiężone przed Radą Stanu, są zobowiązane tajemnicą zawodową i respektem do zasad deontologicznych.

Uwagi:

1. W kantonach które (jeszcze) nie posiadają oficjalnych list, uaktualniane listy mediatorów upoważnionych zdeponowane są w odpowiedzialnych instytucjach narodowych :
 - La Chambre Suisse de médiation commerciale (CSMC) (Szwajcarska Izba pośrednictwa handlowego)
 - La Fédération suisse des associations de médiation (FSM) (Szwajcarski związek stowarzyszeń mediacyjnych)
 - La Fédération suisse des avocats (FSA) (Szwajcarski związek adwokatów).

2. W kontekście międzynarodowym można zaznaczyć że powstała od 27go września 2005 r. nowa konfederacja: „MEDAL – The International Mediation Services Alliance”, założona przez pięciu członków, którymi są:
 - ACB Mediation w Holandii;
 - ADR Center we Włoszech;
 - CEDR Solve w Wielkiej Brytanii;
 - CMAP we Francji;
 - JAMS w Stanach Zjednoczonych.

2. Mediacja : co to jest ?

Mediacja jest to sposób rozwiązywania sporów, w którym osoba trzecia, niezależna, neutralna i bezstronna, mediator, doprowadza strony do nawiązania rozmów i pomaga im aby znalazły własne rozwiązanie dotyczące ich problemu.

3. Jakie sprawy się nadają do mediacji ?

Mediacja może być stosowana w następujących sytuacjach:

- kiedy strony utrzymują stałe związki *de facto* (np. sytuacje rodzinne, stosunki pracy, sąsiedztwo) lub legalne (np. konflikty rodzinne, mieszkaniowe – umowa najmu, dotyczące współwłasności, budownictwa, umowy stowarzyszeń, umowy dotyczące własności intelektualnej, lub inne umowy handlowe).
- kiedy spór zawiera ważne emocjonalne elementy.
- kiedy, stosownie do zgodnego lub dodatkowego zaangażowania ekonomicznego, jest korzystne dla stron zorganizować współpracę lub ograniczyć ich wzajemną działalność.
- kiedy za jednym konfliktem kryje się drugi.
- kiedy korzyści stron są lepiej zabezpieczone szybkim porozumieniem aniżeli długą procedurą sądową lub arbitrażem. Koszty procesu są nieproporcjonalne w stosunku do sprawy.
- kiedy problemy są nader skomplikowane i dotyczą kilku próśb lub kilku stron (można wymienić : współnika, towarzystwo ubezpieczeń, spółkę, posiadacza licencji, itp.).
- kiedy spór dotyczy kilku krajów, gdzie występują dodatkowe problemy a więc różnice kulturalne i językowe.
- kiedy strony chcą uniknąć reklamy procedury sądowej.

4. Czy mediacja jest zawsze adekwatna ?

Nie zawsze, widzimy to w następujących sytuacjach, mianowicie:

- kiedy słabsza strona potrzebuje specjalnej opieki prawnej.
- kiedy między stronami jest wyraźny brak równowagi.
- kiedy jest wiadomo że procedura cywilna toczyć się będzie szybko i bez szczególnych trudności.
- kiedy jedna ze stron lub pozostałe strony pragną stworzyć precedens sądowy.

5. Jaki jest przebieg mediacji ?

Strony wspólnie wybierają mediatora. Proces toczy się w kilku posiedzeniach, których czas trwania i warunki są ustalone przez strony. Wszystkie osoby które biorą udział w mediacji z jakiegokolwiek tytułu zobowiązane są do zachowania tajemnicy dotyczącej informacji wymienionych podczas mediacji. Wyżej wymienione informacje nie mogą być wykorzystywane w ewentualnej późniejszej procedurze sądowej lub arbitrażu.

6. Jaka jest rola mediatora ?

Rolą mediatora jest pomóc stronom podjąć twórcze rokowania. Ułatwić porozumienie między nimi, wszcząć dyskusję o elementach sporu który je dzieli. Określić istniejące przeszkody w porozumieniu, zastosowaniem odpowiednich i właściwych metod. Stworzyć klimat respektu i poszanowania, w którym strony odnajdą niezbędne zaufanie do korzystnej rozmowy. Pomóc im w ten sposób rozwinąć ich twórcze pomysły, do konkretnego rozwiązania problemu w zadowalający sposób dla każdej ze stron.

Mediatorem nie może być sędzia ani arbiter.

7. Jaka jest rola adwokata w mediacji ?

Rola adwokata w mediacji różni się od tej którą spełnia w sądzie i jest ustalona wspólnie ze stronami. Jest ważna, zwłaszcza przy redakcji końcowej umowy. Obecność adwokata jest szczególnie pożądana w mediacji handlowej.

8. Jakie są korzyści mediacji ?

Mediacja pozwala stronom nawiązać ponownie dialog. Strony są niezależne w znalezieniu rozwiązania które będzie im odpowiadało i nie są uwarunkowane końcowymi wnioskami przedstawionymi w postępowaniu.

Jednym z założeń mediacji jest szybki przebieg procesu. Rozpoczęcie mediacji może nastąpić po kilku dniach. Zdarza się często że jedno lub dwa posiedzenia wystarczą, aby rozstrzygnąć spór lub też dojść do wniosku, że mediacja jest przedwczesna. Ten szybki i sprawny proces obniża koszty, które reprezentują ułamek kosztów procedury sądowej lub arbitrażu.

Sukces mediacji w krajach które ją stosują jest wysoki (60 do 80 %), szczególnie w dziedzinie handlowej.

9. Jakie są koszty mediacji ?

Koszty mediacji zawierają honorarium i ewentualne koszty mediatora. Strony i mediator uprzednio ustalają warunki wynagrodzenia. Honorarium mediatora może być zróżnicowane. W ustaleniu stawek godzinnych wynagrodzenia, należy wziąć pod uwagę sytuacją ekonomiczną stron, wartość

przedmiotu sporu, ilość stron, itp. Z reguły taryfikacja jest z góry ustalona w przepisach instytucji mediacyjnych.

10. Czy można się zwrócić o pomoc prawną ?

W momencie spełnienia warunków, koszty mediacji uiszczone są włącznie z honorarium mediatora przez odpowiedni urząd.

* * *

Prólogo

Um guia: para quem e para quê?

Em 1 de Janeiro de 2005, entrou em vigor a primeira lei – na Suíça – sobre a mediação civil, modificando e completando tanto a legislação de processo civil como a organização judicial do cantão de Genebra.

Dentro de alguns anos, as Câmaras federais vão adoptar a lei unificada de processo civil suíço (PCS) que será, na sua aplicação, inevitavelmente confrontada ao processo de mediação como modo complementar de resolução dos diferendos.

No nosso país, como em toda a Europa, a mediação conhece há uma dúzia de anos um renascimento. Lento e inexorável.

Por conseguinte, parece importante conhecê-la bem, para a compreender e a escolher convenientemente, entre outras vias: negociação, conciliação, arbitragem...

Tal é o que procura fazer este modesto guia:

- a) Fazer claramente as perguntas certas: aquelas que surgem entre as pessoas e empresas com dificuldades relacionais ou confrontadas a um processo judicial ou arbitral;
- b) Esboçar, para cada uma delas, uma ou várias respostas concretas, já que a mediação tem várias facetas;
- c) Contribuir, de maneira mais geral, no debate necessário, na Suíça e noutros lugares, sobre o papel dos modos amigáveis de resolução dos diferendos e, em particular, sobre as relações entre a mediação e o processo civil ou a arbitragem.

Ao elaborar este pequeno guia, Jean Mirimanoff, magistrado, Ute Bugnion, Martine Chenou e Francine Courvoisier, mediadoras e advogadas, todos membros da nossa comissão, não só partilharam a sua experiência, como também se inspiraram de outras fontes: CEDR, Court referred ADR, A guide for judiciary, 2nd ed., October 2003; Chambre suisse de médiation commerciale, plaquette plurilingue, éd 2004; Gemme, Guide sur la médiation, Section française, 2005.

Damos-lhes os nossos agradecimentos, como também a Etienne Soltermann, advogado, pela tradução alemã, a Marco Crisante, advogado, pela tradução italiana, a Jeremy Lack, advogado e mediador, pela tradução inglesa, a Ramón Rodriguez, advogado, pela tradução espanhola, a Olga Mirimanoff pela tradução russa, a Iwona Joziak Durr, pela tradução polaca, a João Esteves-Ferreira, tradutor jurado, pela tradução portuguesa, e a Jeanne-Julie Vittoz-Egloff advogado, pela tradução grega.

Bernard DUPORT
Président de la Commission de préavis
Secrétaire adjoint du Département des Institutions
de la République et Canton de Genève

Guia prático da mediação civil

1. Quem contactar?

A inscrição no quadro dos mediadores e das instituições de mediação junto dos tribunais genebrinos oferece a garantia que as pessoas que dele constam preenchem as condições legais: têm uma formação profissional adequada, prestaram juramento perante o Conselho de Estado, têm a obrigação legal de guardar segredo e de cumprir regras de deontologia.

Notas :

1. Nos cantões que (ainda) não dispõem de quadros oficiais, as seguintes associações centrais suíças mantêm actualizada uma lista dos seus membros mediadores autorizados:
 - Câmara suíça de mediação comercial (CSMC);
 - Federação suíça de associações de mediação (FSM);
 - Federação suíça dos advogados (FSA).
2. A nível internacional, convém notar a existência, desde 27 de Setembro de 2005, de uma nova confederação: “MEDAL – The International Mediation Services Alliance”. Os cinco membros fundadores são :
 - ACB Mediation nos Países Baixos
 - ADR Center em Itália
 - CEDR Solve no Reino Unido
 - CMAP em França
 - JAMS nos Estados Unidos

2. O que é a mediação?

A mediação é um modo de resolver conflitos no qual um terceiro independente, neutro e imparcial, o mediador ou a mediadora (a partir de agora: “o mediador”), ajuda as partes a resolverem os seus problemas, levando-as a recomeçar o diálogo e a procurar elas mesmas uma solução para o seu diferendo.

3. Que causas se prestam a mediação?

A mediação parece adequada nas seguintes situações:

- As partes mantêm relações duradouras de facto (p.ex.: situações familiares, relações laborais, vizinhança) ou legais (por exemplo: conflitos familiares, aluguer, co-propriedade, contratos de associação e outros contratos comerciais).
- O conflito contém uma componente emocional importante.
- Devido a interesses económicos convergentes ou complementares, as partes estão interessadas em criar uma cooperação ou a delimitar as suas actividades respectivas.
- O conflito dissimula outro conflito.
- Os interesses das partes ficam melhor salvaguardados por meio de um arranjo rápido do que por um processo demorado, judicial ou arbitral; o custo do processo é desproporcionado em relação ao que está em causa.
- Os problemas são extremamente complexos. Referem-se a vários pedidos ou a várias partes (co-responsável, seguro, outra sociedade de um grupo, sócio, despedido, etc.).
- O conflito refere-se a vários países. Observam-se diferenças de cultura ou de língua.
- As partes desejam evitar a publicidade de um processo judicial.

4. A mediação é sempre adequada?

Nem sempre. A questão merece exame pormenorizado nos seguintes casos :

- Quando a parte mais fraca necessita a protecção especial que a lei lhe concede.
- Quando existe um desequilíbrio claro na relação de forças entre as partes.
- Quando não existe nenhuma ligação entre as partes.
- Quando se pode diagnosticar razoavelmente que o processo civil vai ser rápido e não terá dificuldades particulares.
- Quando uma das partes, ou ambas, querem criar um precedente graças a uma decisão judicial.

5. Como se passa a mediação?

As partes escolhem um mediador por comum acordo. O processo passa-se em algumas sessões, cujas modalidades e duração são determinadas pelas próprias partes. Todas as pessoas que participam na mediação a qualquer título comprometem-se a conservar a confidencialidade de todas as informações trocadas durante a mediação e a não as utilizar num eventual processo judicial ou arbitral subsequente.

6. Qual é o papel do mediador?

Em primeiro lugar, o mediador ajuda as partes a realizar uma negociação construtiva. Facilita a comunicação entre as partes e a discussão sobre os elementos que as partes devem enfrentar. Identifica os obstáculos que dificultam a

comunicação e a harmonia utilizando técnicas específicas. Cria uma atmosfera de respeito na qual as partes podem encontrar a confiança necessária para um diálogo proveitoso. Dessa forma, ajuda-as a desenvolver as suas capacidades criativas para resolver o seu conflito de modo satisfatório para cada uma delas.

O mediador não é nem juiz nem árbitro.

7. Qual é o papel do advogado na mediação?

O papel do advogado difere daquele do combate judicial e será determinado por comum acordo. É importante, especialmente no momento da redacção do acordo final. A presença do advogado é mais particularmente interessante na mediação comercial.

8. Quais são as vantagens da mediação?

A mediação permite que as partes retomem o diálogo. As partes permanecem livres de encontrar a solução que lhes convém, sem estar limitadas pelas conclusões formuladas no processo.

A mediação é um processo rápido. São necessários poucos dias para lançar uma mediação. Muitas das vezes, são só suficientes uma ou duas sessões para encontrar uma solução ou para se chegar à conclusão que a mediação é prematura. Graças à sua rapidez e à sua eficácia, o custo de uma mediação representa apenas uma fracção do custo de um processo judicial ou arbitral.

O sua percentagem de êxito é elevada (entre 60 e 80% nos países que a praticam), sobretudo em matéria comercial.

9. Quais são os custos da mediação?

Os custos de uma mediação são compostos pelos honorários do mediador e as suas eventuais despesas. As partes e o mediador começam por entender-se sobre as modalidades da remuneração. Os honorários do mediador podem ser diferenciados. A fixação da tarifa horária dos honorários levará nomeadamente em conta a situação económica das partes, o valor litigioso, o número de partes, etc. Na maior parte dos casos, a tarifa é conhecida de antemão porque está fixada no regulamento das instituições de mediação.

10. É possível recorrer à assistência jurídica?

Quando as condições da assistência jurídica estão reunidas, o custo da mediação é assumido, incluindo os honorários dos mediadores.

* * *

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Ένας οδηγός : για ποιόν και γιατί;

Τήν πρώτη Ιανουαρίου 2005, εισήλθε σέ ισχύ ο πρώτος νόμος, στήν Ελβετία, γιά τήν αστική μεσολάβηση, μετατρέποντας καί σ συμπληρώνοντας, συγχρόνως, τήν νομοθεσία γιά τήν αστική δικονομία καί τήν δικαστική οργάνωση του καντονιού της Γενεύης

Καί σέ μερικά χρόνια, η ομοσπονδιακή βουλή θα υιοθετήσει έναν κοινό νόμο γιά τήν αστική δικονομία που στην εφαρμογή του, αναπόφευκτα θά έρθη σε αντιπαράθεση στην διαδικασία της μεσολάβησης σαν συμπληρωματική μέθοδος γιά τήν επίλυση των διαφορών.

Διότι στήν χώρα μας, όπως καί στό σύνολο της Ευρώπης, η μεσολάβησης γνωρίζει εδώ και περισσότερο από δώδεκα χρόνια μιά αναγέννηση, αργή καί αμείλικτη.

Φαίνεται λοιπόν συμαντικό, νά τήν γνωρίζει κανείς καλά, γιά νά τήν κατανοήσει και να την διαλέξει, εν γνώση, ανάμεσα σέ άλλους οδούς: διαπραγμάτευση, συνδιαλλαγή, διαιτησία.

Σέ αυτό αποβλέπει ο μετριόφρων αυτός οδηγός:

α) Να τοποθετηθούν καθαρά οι καλές ερωτήσεις: αυτές που έρχονται στό νούν των ατόμων και των επιχειρήσεων σε σχετιστική δυσκολία η αντιμέτωπες σε δικαστική δικονομία η διαιτησία.

β) Προσχεδιάζοντας, για κάθε μιά απο αυτές, μιά η περισσότερες συγκεκριμένες απαντήσεις, επαληθεύοντας οτι η μεσολάβηση οραματίζεται πολλές πτυχές.

γ) Συνεισφέροντας, με έναν τρόπο πιο γενικό, στην αναγκαία συζήτηση, στην Ελβετία η αλλού, στον ρόλο των φιλικών μεθόδων της λύσης των διαφορών, και ειδικά στις σχέσεις ανάμεσα στην μεσολάβηση και την αστική δικονομία, αντίστοιχα με την διαιτησία.

Διαμορφωνοντας αυτόν τον μικρό οδηγό, ο κύριος Ζαν Μιριμανόφ, δικαστικός, οι κυρίες Ουτε Βουνιον, Μαρτιν Σενου και Φρανσιν Κουρβοιζιε, μεσολαβητές και δικηγόροι, όλοι μέλη της επιτροπής μας, μοιράστηκαν την πείρα τους, εμπνεόμενοι συγχρόνως και απο άλλες πηγές CEDR, Σύντομη δικαστική αναφορά, ADR, οδηγός δικαστικού κλάδου, δεύτερη εκδ., Οκτώβριος 2003, Ελβετικό επιμελητήριο για εμπορική μεσολάβηση, πλακέτα πολύγλωσση, εκδ. 2004, GEMME: Οδηγός για μεσολάβηση, γαλλικό τμήμα 2005.

Με πολλές ευχαριστίες, το ίδιο και στον δικηγόρο Ετιεν Ζολτερμαν για την Γερμανική μετάφραση, τον δικηγόρο Μάρκο Κριζάντε, για την Ιταλική μετάφραση, τον δικηγόρο Ραμον Ροντριγκέζ για την Ισπανική μετάφραση, τον δικηγόρο και μεσολαβητή Ζερεμί Λακ για την αγγλική μετάφραση. Την κυρία Όλγα Μιριμανόφ για την Ρωσική μετάφραση, τον Κύριο Ζοαο Εστεβες Φερειρα ορκωτό μεταφραστή για την Πορτογαλλική μετάφραση, και την κυρία Ιβονα Ζοζιακ Ντουρ, για την Πολωνική μετάφραση.

Μπερναρ Ντουπορ
Πρόεδρος της επιτροπής των προαγγελιών
Αναπληρωτής Γραμματέας του Τμήματος των
θεσμών του Καντονιού της Γενεύης

Πρακτικός οδηγός της μεσολάβησης

1. Σε ποιόν να απευθυνθή κανείς;

Η εγγραφή στην λίστα των μεσολαβητών και στα Ινστιτούτα της μεσολάβησης προσκείμενα στα Δικαστήρια της Γενεύης προσφέρουν την εγγύηση ότι τα πρόσωπα που εμφανίζονται εκπληρούν τις νομικές συνθήκες. Έχουν μιά σωστή επαγγελματική κατάρτιση, έχουν ορκισθή ενώπιον του συμβουλίου του κράτους, είναι τηρήτες από τόν νόμο στό μυστικό και στόν σεβασμό των κανόνων της δεοντολογίας.

Σημειώσεις

1. Στα καντόνια όπου δέν έχουν ακόμη επίσημους καταλόγους, οι κάτωθι επιγραμματικοί ελβετικοί σύλλογοι κρατούν ενήμερο τον κατάλογο των μεσολαβητών μελών τους, ήτοι:

- Το ελβετικό Δικαστικό τμήμα της εμπορικής μεσολάβησης (CSMC)
- Η ελβετική Ομοσπονδία των μεσολαβητικών συλλόγων (FSM)
- Η ελβετική Ομοσπονδία δικηγόρων (FSA)

2. Σέ διεθνές επίπεδο, πρέπει νά σημειωθή η ύπαρξης, απο τίς 27 Σεπτεμβρίου 2005, μιάς νέας ομοσπονδίας: "MEDAL – The International Mediation Services Alliance". Ταπεντε ιδρυτικά μέλη είναι:

- ACD Mediation, στην Ολλανδία
- ADR Center στην Ιταλία
- CEDR Solve, στην Αγγλία
- CMAP, στην Γαλλία
- JAMS, στις Ηνωμένες Πολιτείες

2. Τι είναι η μεσολάβησης;

Η μεσολάβησης είναι ένας τρόπος λύσεως των διαφορών διά του οποίου ένα τρίτο ανεξάρτητο, ουδέτερο και αμερόληπτο, ο η η μεσολαβητής (κατώθεν ο μεσολαβητής) βοηθά τους διαδίκους να ρυθμίσουν τα προβλήματα τους, οδηγώντας

στήν επαναρχή τών συζητήσεων καί στό νά ψάχνουν οι ίδιοι μια λύση στήν διαμάχη τους.

3. Ποιές είναι οι αιτιολογίες που προσφέρονται;

Η μεσολάβηση φαίνεται νά προσαρμόζεται στίς κάτωθι καταστάσεις:

- οι διάδικοι έχουν σχέσεις διάρκειας (π.χ. οικογενιακές κατάστασεις, σχέσεις εργασίας, γειτονίας η δικαιώματικά (π.χ. διαμάχες οικογενιακές, ενοικιαστικές συνιδιοκτησία, κατασκευαστικές, συμβόλαια συλλόγων, διανοητικής ιδιοκτησίας καί άλλη εμπορική συνηστάμενη.
- Η διαμάχη περιέχει μιά συμαντική συγκινησιακή συνησταμένη.
- Έξ αιτίας τών οικονομικών ενδιαφέροντων συγκλινόντων η συμπληρωματικώ, οι αντιδικοι έχουν συμφέρον νά αρχίσουν μιά συνεργασία η να οροθετήσουν τις ενέργειες τους.
- Η διαμάχη κρύβει μιά άλλη.
- Τά συμφέροντα τών διαδίκων διαφυλάσσονται καλλίτερα μέσω μιάς γρήγορης διευθέτησης παρά από μιά μακρά δικαστική διαδικασία η διαιτησία. Τό κόστος τής δίκης είναι δυσανάλογο εν σχέσει μέ τήν σημασία αυτού πού παίζεται.
- Τά προβλήματα είναι εξαιρετικά πολύπλοκα. Άφορούν πολλές αιτήσεις η πολλούς διαδίκους (συνυπεύθυνος, ασφάλεια, άλλη εταιρεία ενός συγκροτήματος συνεταίρος απολυμένος, κ.λ.π).

- Η διαμάχη εφάπτεται πολλών χώρων. Διαπιστώνουμε διαφορές επιμορφώσης η γλώσσας.
- Οί διάδικοι επιθυμούν να αποφύγουν τήν δημοσιότητα μιάς δικαστικής διαδικασίας.

4. Ή μεσολάβησης είναι πάντα ταιριαστή;

Όχι πάντα. Ή ερώτησης μπορεί νά τεθή στίς κάτωθι περιστάσεις:

- Όταν ο διάδικος το πιο αδύναμος, έχει ανάγκη τής ειδικής προστασίας πού τού παρέχει ο νόμος.
- Όταν υπάρχει μιά καθαρή ανισσοροπία σχέσης ανάμεσα στους διαδίκους. Όταν δέν υπάρχει κάμια σχέση ανάμεσα στους διαδίκους.
- Όταν μπορούμε λόγιμα να προβλέψουμε οτι η αστική διαδικασία μπορεί να εξελιχθή γρήγορα και χωρίς ιδιαίτερη δυσκολία
- Όταν ένας ή οι διάδικοι θέλουν νά επιτύχουν ένα προηγούμενο από μιά δικαστική απόφαση.

5. Πώς διαδραματίζεται η μεσολάβησης;

Οί διάδικοι διαλέγουν πρώτα, μέ κοινή συμφωνία, τον μεσολαβητή. Η διεξαγωγή εξελίσσεται σε μερικές συνενδριάσεις τών οποίων οι τρόποι και η διάρκεια καθορίζουν οί διάδικοι οι ίδιοι. Όλα τά πρόσωπα πού συμμετέχουν στήν μεσολάβηση μέ οποιοδήποτε τρόπο δεσμεύονται νά διαφυλάξουν τό απόρρητο κάθε πληροφορίας πού ανταλλάχθηκε κατά την διάρκεια τής μεσολάβησης και νά μήν τήν χρησιμοποιήσουν σέ μιά πιθανή επακόλουθη δικαστική διαδικασία η διαιτησιακή.

6. Ποιός είναι ο ρόλος τού μεσολαβητή;

Ο πρώτος ρόλος τού μεσολαβητή εγκείται στό νά βοηθήση τούς διάδικους νά επιχειρήσουν μιά εποικοδομητική διαπραγμάτευση. Διευκολύνει τήν επικοινωνία μεταξύ τούς καί τήν συζήτηση τών στοιχείων τής διένεξης πού τούς αντιπαραθέτει. Αναγνωρίζει τα εμπόδια στήν επικοινωνία καί στήν συνεννόηση χρησιμοποιώντας ειδικές μεθόδους. Δημιουργεί μιά ατμόσφαιρα σεβασμού μέσα στήν οποία οι διάδικοι μπορούν νά βρουν τήν απαραίτητη εμπιστοσύνη σέ ένα αποδοτικό διάλογο. Βοηθά έτσι νά αναπτύξουν τίς δημιουργικές τούς δυνατότητες γιά νά λύσουν τήν διαμάχη τούς με ικανοποιητικό τρόπο γιά κάθε μιά από αυτές.

Ο μεσολαβητής δέν είναι ούτε δικαστής ούτε διαιτητής.

7. Ποιός είναι ο ρόλος του δικηγόρου στήν μεσολάβηση;

Ο ρόλος τού δικηγόρου διαφέρει αυτού τής δικαστικής διαμάχης, καί θά προοριζέται μέ κοινή συμφωνία. Φαίνεται σημαντικά κυρίως κατά την σύνταξη τού τελικού συμφινητικού. Ή παρουσία ενός δικηγόρου είναι ιδιαίτερα ευπρόσδεκτη στην εμπορική μεσολάβηση.

8. Ποιά είναι τά πλεονεκτήματα τής μεσολάβησης;

Ή μεσολάβησης επιτρέπει στους διάδικους νά επαναρχίσουν τόν διάλογο. Οί διάδικοι μένουν ελεύθεροι νά βρουνε μιά λύση του συμφεροντος τους χωρίς νά περιορίζονται από τα εκφραζόμενα συμπεράσματα κατά τήν διαδικασία.

Η μεσολάβηση είναι μία γρήγορη διαδικασία. Μπορεί να ξεκινήσει σε λίγες μέρες. Συχνά μια ή δύο συνεδριάσεις αρκούν για να βριθεί λύση ή να καταλήξουμε στο συμπέρασμα ότι η μεσολάβηση είναι πρώιμη. Χάρης στην γρηγοράδα και στην αποτελεσματικότητα της, το κόστος της μεσολάβησης παριστά ένα κλάσμα του κόστους μίας δικαστικής διαδικασίας η δικοιτησίας.

Τό πόσοστο επιτυχίας της είναι υψηλό (60–80% στις χώρες που την εξασκούν), κυρίως σε εμπορική υλή.

9. Ποιά είναι τά έξοδα της μεσολάβησης;

Τά έξοδα μίας μεσολάβησης συνίστανται στην αμοιβή του μεσολαβήτη και στην πιθανή καταβολή χρημάτων. Οί διάδικοι και ό μεσολαβητής αρχίζουν με συμφωνία σχετικά με τούς τρόπους της αμοιβής. Ο καθορισμός του ωριαίου ποσού της αμοιβής θα λάβη κυρίως υπ'όψη την οικονομική κατάσταση των διαδικών, την αξία της αντιδικίας, τόν αριθμό των διαδικών, κτλ. Το συχνότερο, η κοστολόγηση είναι εν των προτέρων γνωστή γιατί είναι προσδιορισμένη στους κανονισμούς των εταιρειών μεσολάβησης.

10. Μπορούμε να προσφύγουμε στην δικαστική βοήθεια:

Όταν οί συνθήκες της δικαστικής βοήθειας εκπληρώνονται, το κόστος της μεσολάβησης αναλαμβάνεται συμπεριλαμβομένης της αμοιβής των μεσολαβητών.

* * *

OFFICIAL LIST
OF MEDIATORS
AND MEDIATION INSTITUTIONS
(Geneva)

<http://www.geneve.ch/tribunaux/pouvoir-judiciaire/mediation.html>

POSSIBLE MEDIATION CLAUSES

International Chamber of Commerce (ICC / Paris)

I. Optional ADR

The parties may at any time, without prejudice to any other proceedings, seek to settle any dispute arising out of or in connection with the present contract in accordance with the ICC ADR Rules.

II. Obligation to consider ADR

In the event of any dispute arising out of or in connection with the present contract, the parties agree in the first instance to discuss and consider submitting the matter to settlement proceedings under the ICC ADR Rules.

III. Obligation to submit dispute to ADR with an automatic expiration mechanism

In the event of any dispute arising out of or in connection with the present contract, the parties agree to submit the matter to settlement proceedings under the ICC ADR Rules. If the dispute has not been settled pursuant to the said Rules within 45 days following the filing of a Request for ADR or within such other period as the parties may agree in writing, the parties shall have no further obligations under this paragraph.

IV. Obligation to submit dispute to ADR, followed by ICC arbitration as required

In the event of any dispute arising out of or in connection with the present contract, the parties agree to submit the matter to settlement proceedings under the ICC ADR Rules. If the dispute has not been settled pursuant to the said Rules within 45 days following the filing of a Request for ADR or within such other

period as the parties may agree in writing, such dispute shall be finally settled under the Rules of Arbitration of the International Chamber of Commerce by one or more arbitrators appointed in accordance with the said Rules of Arbitration.

World Intellectual Property Organization (WIPO / Geneva)

I. Future Disputes

Any dispute, controversy or claim arising under, out of or relating to this contract and any subsequent amendments of this contract, including, without limitation, its formation, validity, binding effect, interpretation, performance, breach or termination, as well as non-contractual claims, shall be submitted to mediation in accordance with the WIPO Mediation Rules. The place of mediation shall be [specify place]. The language to be used in the mediation shall be [specify language].

II. Existing Disputes

We, the undersigned parties, hereby agree to submit to mediation in accordance with the WIPO Mediation Rules the following dispute:

[brief description of the dispute]

The place of mediation shall be [specify place]. The language to be used in the mediation shall be [specify language].

Swiss Chamber of Commercial Mediation (SCCM / Bern)

I. Future Disputes

1. Mediation clause for commercial contracts

Any disputes arising out of or in connection with this contract shall be submitted to mediation in accordance with the Mediation Rules of the Swiss Chamber of Commercial Mediation.

2. Mediation clause for last wills and testaments

Any disputes arising out of or in connection with the division of the inheritance shall be submitted to mediation in accordance with the Mediation Rules of the Swiss Chamber of Commercial Mediation. Unless otherwise agreed among the parties, the mediation shall take place at the testator's last place of residence.

II. Current Disputes

The undersigned hereby agree to submit to mediation in accordance with the Mediation Rules of the Swiss Chamber for Commercial Mediation the dispute described hereunder:
(Fill in short description of dispute, for example, "Disagreement concerning the Joint Venture Agreement").

Council of Europe

RECOMMENDATIONS

<http://www.coe.int>

http://www.coe.int/T/E/Legal_affairs/Legal_co-operation/

1. Recommendation no. R (98) 1 of the Committee of Ministers to member states on family mediation (21 January 1998).
2. Recommendation no. R (99) 19 of the Committee of Ministers to member states concerning mediation in penal matters (15 September 1999).
3. Recommendation Rec (2001) 9 of the Committee of Ministers to member states on alternatives to litigation between administrative authorities and private parties (5 September 2001).
4. Recommendation Rec(2002)10 of the Committee of Ministers to member States on mediation in civil matters (18 September 2002).
5. Conclusions of the first European Conference of Judges on "Early settlement of disputes and the role of judges" (24-25 November 2003).
6. Consultative Council of European Judges (CCJE) : opinion no. 6 (2004) of the Consultative Council of European Judges (CCJE) for the attention of the Committee of Ministers of the Council of Europe on fair trial within a reasonable time and judge's role in trials taking into account alternative means of dispute settlement.

SOME EDUCATION CENTERS

Centre d'études et de formation continue (CEFOC)

www.ies-geneve.ch/Cefoc/cefoc.html

Commission de médiation FSA (Fédération Suisse des Avocats)

www.swisslawyers.com

Groupement pro médiation

pro-médiation@bluewin.ch

Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB)

www.iukb.ch

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

arbiter.mail@wipo.int

Université de Genève, faculté de droit

40, boulevard du Pont d'Arve

CH - 1211 Genève 4

Université de St. Gall

Bodanstrasse 4

CH - 9000 St. Gall

www.irp.unisg.ch

Université de Zurich, faculté de droit

Rämistrasse 71

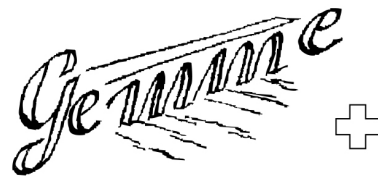
CH - 8006 Zürich

Centre de médiation et d'arbitrage de Paris (CMAP)

www.cmap.asso.fr

Centre for Effective Dispute Resolution (CEDR)

www.cedr.co.uk



Schweizerische Richtervereinigung für Mediation und Schlichtung
Groupement suisse des Magistrats pour la Médiation et la Conciliation
Gruppo svizzero di Magistrati per la Mediazione e la Conciliazione
Swiss Group of Magistrates for Mediation and Conciliation

MODES AMIABLES DE RESOLUTION DES LITIGES (MARL / ADR)

MÉDIATION, CONCILIATION, OMBUDSMEN

Éléments bibliographiques

(état : 1^{er} mai 2006)

Ouvrages suisses¹

- Peter BALSCHWEIT*, Le Rôle du Juge dans la Médiation, Acte du colloque du 10.10.1996, p. 90 à 99
- Peter BALSCHWEIT*, Von der Streiterledigung zur Konfliktverarbeitung
- Ein Plädoyer für mehr Autonomie im Scheidungsverfahren, AJP 1994, p. 872 ss.
- Benoît BASTARD et Laura CARDIA-VONECHE, L'institutionnalisation de l'informel : la mort d'une bonne idée ?, FamPra.ch 2/2000, p. 216 ss.
- Philippe BAUD, Prier 15 jours avec Nicolas de Flue, Nouvelle Cité, 2002 (qui liste les principales biographies en pp. 115 et 116)
- P. F. BELLOT, Exposé des motifs de la LPC du canton de Genève, 2ème éd., Genève, 1837
- A. BERENSTEIN*, La juridiction genevoise des prud'hommes, 1884-1984, SJ 1984, p. 113 ss.
- Bernard BERTOSSA*, Louis GAILLARD* et Jacques GUYET, Commentaire de la LPC, Chancellerie d'Etat, Georg, Genève 2006, ad art. 50, et 71A à 71J
- Isabelle BIERI* et Jean A. MIRIMANOFF*, Justice et Médiation : autonomie ou complémentarité ? Quelques réflexions sur une articulation possible, dans la perspective de la PCS, Présentation à l'assemblée générale de l'Association suisse des Magistrats (ASM), Fribourg, le 22.11.03
- Isabelle BIERI*, Conciliation et Médiation : concepts en pagaille dans une procédure en chantier, FSA, Revue de l'avocat, n°10 – 2003, p. 354 ss.
- Isabelle BIERI*, Le contexte conciliatoire : quelques réflexions sur l'évolution de la gestion des conflits par les instances judiciaires et quasi-judiciaires, à l'instar de l'autorité de conciliation en matière de bail à loyer et de bail à ferme, in : Jubilé de la CCBL 1937-1977-2002 et première rencontre des ACBL, Genève le 15.11.2002

¹ Les noms suivis d'un astérisque (*) indiquent que l'auteur est magistrat ou ancien magistrat.

- Isabelle BIERI*, Instances de proximité et conciliation, Plaidoyer, Septembre 2002
- Denis BLOESCH, Martine CHENOU, Achille GROSVERNIER et Sandrine TORNARE, La Médiation et les institutions, état des lieux en Romandie, in Forum Médiation, Bulletin de l'ASM 1, 2004
- François BLUM, L'avocat et la médiation, in : L'avocat suisse, n° 172 1/1998, p. 12-20
- François BOHNET, Les conflits individuels de travail et les litiges en matière de bail et de droit de la consommation sont-ils arbitrables sous l'empire de la loi fédérale de procédure civile, in Mélanges en l'honneur de F. Knoepfler, Helbing & Lichtenhahn, Neuchâtel, 2006
- Nathalie BORNOZ et Julien KNOEPFLER, Médiation pénale : le choc des éthiques, in l'Ethique et le droit, Edition Universitaire, Fribourg, 2000, p. 231 ss.
- Dominique BROWN-BERSET, La Médiation commerciale : un géant s'éveille, in RDS 2002, p. 319 à 424
- Eugen BUCHER, Die Rolle des Schiedsrichters bei der vergleichsweisen Regelung des Streites. Einführungsreferat zu Schiedsverfahren : Der Schiedsrichter als Vermittler, in : Bulletin ASA, 1995, p. 568 ss.
- Martine CHENOU et Jean A. MIRIMANOFF*, La Médiation Civile ou Métajudiciaire : pour une nouvelle synergie et contre la confusion des genres, in : Semaine Judiciaire n°10 vol. II, 2003 , p. 271 à 316
- Francine COURVOISIER, La médiation dans les conflits interpersonnels du travail, in Le droit du travail en pratique, volume 22, Schulthess, Zurich, 2002, p. 109 à 136
- Joseph DUSS - VON WERDT, Homo Mediator, Geschichte und Menschenbild der Mediation, Klett-Cotta, Stuttgart, mars 2005
- Joseph DUSS - VON WERDT, Mediation ist Demokratie im Vollzug. Ist es auch umgekehrt so ?, in ZKM 4/2002, p. 152 ss
- Joseph DUSS - VON WERDT, Mediation und Macht, in ZKM 1/2000, p. 4 ss

- Joseph DUSS - VON WERDT, Mediation : Die andere Scheidung : ein interdisziplinärer Überblick, o.O. 1995
- Konrad FISHER, Wann ist Wirtschaftsmediation der bessere Weg ?, RSDA 2005, p. 79
- Thomas FLUCHER, Status der Mediation in der Schweiz, *in* Thomas FLUCHER, Bernd KOCHENDÖRFER, Ursula von MINCKWITZ, Markus G. VIERING (Hrsg.), Mediation im Bauwesen, Berlin, 2003, p. 251 ss.
- FRANK / STRÄULI / MESSMER, Kommentar zur zürcherischen Zivilprozessordnung, 3. Auflage, Schulthess, Zürich, 1997, p. 351 ss
- Jean F. FREYMOND, Médiation internationale, médiation interpersonnelle : analogies et dissonances, in : La médiation : un mode alternatif de résolution des conflits ?, Lausanne, 14 et 15 novembre 1991, Schulthess Verlag, Zurich, 1992, p. 73 ss.
- Marianne GALLI-WIDMER, Familie und Scheidung, Die Familienmediation im Kanton Tessin, AJP 7/1994, p. 867 ss.
- GEMME-SUISSE, Médiation civile en Suisse, Nouvelle législation à Genève, éd. plurilingue français, allemand, italien, espagnol, anglais, russe, Genève, janvier 2005,
http://www.skwm.ch/wDeutsch/dokumente/Dokumente_franz/mediation_civile.pdf
- GEMME-SUISSE, Mediation in Zivilsachen in der Schweiz : Vorschlag für den Entwurf der Schweizerischen Zivilprozessordnung (ZPO), Fribourg, juillet 2005
http://www.secretantroyanov.com/gemme/doc/GEMME_Suisse.pdf
- GEMME-SUISSE, Médiation civile : pratiques cantonales / Mediation in Zivilsachen in der Schweiz : kantonale Mediationspraxis / Mediazione civile in Svizzera : pratiche cantonali, Fribourg, 2005-2006 (à paraître)
- Urs GLOOR*, Die Mediationskosten im Schweizer Ehescheidungsverfahren - Vor der Einführung der unentgeltlichen Mediation ?, ZKM 6/2000, p. 262 ss.
- Karin GROBET-THORENS*, Le rôle des assesseurs : la parité au service de la paix du logement, in : Jubilé de la CCBL 1937-1977-2002 et première rencontre des ACBL, Genève le 15.11.2002

- Christian GROSS, Imprescriptibilité ou pardon ? Sceller la réconciliation dans l'amnésie : les clauses d'oubliance des paix de religion du XVIème siècle, in : Mélanges offerts à J. C. FAVEZ, Georg, Genève, 2000, p. 61 ss.
- Max GULDENER, Schweizerisches Zivilprozessrecht, 3. Auflage, Schulthess, Zürich, 1979, p. 419 ss
- Esther HAAS und Toni WIRZ, Mediation, Konflikte lösen im Dialog, Beobachter-Buchverlag, Jean Frey AG, Zürich, 2003
- Walther HABSCHEID, Schweizerisches Zivilprozess- und Gerichtsorganisationsrecht, 2. Aufl., Basel/Frankfurt am Main, 1990
- Walther HABSCHEID, Droit judiciaire privé suisse, 2ème édition, Georg, Genève, 1981, p. 236 ss.
- Hans HAUG, Les principes fondamentaux du mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, Institut H. Dunant, Gd. P. Haupt, Vienne, 1993, en particulier ses commentaires sur trois des principes fondamentaux : impartialité, neutralité, indépendance.
- Andreas HEIERLI*, Mediation und Gerichtbarkeit, Nachdiplomstudium Mediation an der Fachhochsohler Aargau, ergänzt Juni 2003
- Fabienne HOHL*, La procédure civile, Tome II, Organisation judiciaire, compétence, procédures et voies de recours, Staempfli, Berne, 2002
- Fabienne HOHL*, La réalisation du droit et les procédures rapides, Presse universitaire, Fribourg, 1994
- Nicolas IYNEDJIAN, Négociation, Guide pratique, édité par R. BAGNOUD, CEDIDAC, Lausanne, 2005
- Nicolas JEANDIN, LPC et production de pièces, de lege ferenda, SJ 2000 II, p. 373 ss.
- Sandrine JORDAN, Médiation et assurances privées, La médiation en tant que nouvelle prestation d'assurance ?, Travail final réalisé dans le cadre de la formation approfondie à la médiation du GPM 2004-2005, Genève, 20 décembre 2005

- Charles JOURNET, St Nicolas de Flüe, Ed. La Braconnière, Neuchâtel, 1947
- Gabrielle KAUFMANN-KOHLER and Thomas SCHULTZ, Online Dispute Resolution, Challenges for contemporary Justice, Kluwer Law intern., Schulthess, 2004
- Franz J. KESSLER, Der Verjährungsverzicht im Schweizerischen Privatrecht, Diss., Zürich, 2000
- Corinna KLAUS and Manuel LIATOWITSCH, Mediation, *in* International Arbitration in Switzerland, A Handbook for Practitioners, ed. by Gabrielle Kaufmann-Kohler & Blaise Stucki, Kluwer Law International, Schulthess, 2004, p. 223-237
- Peter LIATOWITSCH, Die Bedeutung des Rechtes in der Mediation oder : wieviel Recht erträgt die Mediation ?, *in* : Revue de l'avocat, 4/2000, p. 4 ss.
- Peter LIATOWITSCH, Anhang Mediation, *in* : Ingeborg SCHWENZER (Hrsg.), Praxiskommentar Scheidungsrecht, Basel/Genf/München, 2000, p. 977 ss.
- Peter LIATOWITSCH, Anwaltsberuf und Mediation, *in* : Schweizerisches Anwaltsrecht, Festschrift SAV, Stämpfli, Berne, 1998
- Giorgio MALINVERNI, La Convention européenne des droits de l'homme, FJS n°1370 ss, 1983-1985
- Giorgio MALINVERNI, Le règlement des différends dans les organisations internationales économiques, Collection de droit international, Genève, 1974
- Isaak MEIER et Diana MUERNER, Mediation und Möglichkeiten ihrer Förderung durch den Gesetzgeber - unter der besonderen Berücksichtigung der neuen eidgenössischen Zivilprozessordnung, Zeitschrift für juristische Ausbildung und Praxis N°1-2004 p.1 à 9
- Isaak MEIER et Diana MUERNER, Stolpersteine in der neuen Schweizerischen Zivilprozessordnung, SJZ 99/2003, p. 597 ss.

- Isaak MEIER, Mediation and Conciliation in Switzerland, *in* : Nadja ALEXANDER (Hrsg.), Global Trends in Mediation, Köln, 2003, p. 341 ss.
- Isaak MEIER, Vorentwurf für eine Schweizerische Zivilprozessordnung, Überblick mit Kritik und Änderungsvorschlägen, Schulthess, Zürich, 2003
- Isaak MEIER, Mediation und Schlichtung in der Schweiz, unter besonderer Berücksichtigung der gesetzlichen Rahmenbedingungen für Mediation, *in* : Veröffentlichungen des Schweizerischen Instituts für Rechtsvergleichung, "Mediation" als alternative Konfliktlösungsmöglichkeit ?, Zürich/Basel/Genf, 2002, p. 295 ss.
- Arthur MEIER-HAYOZ, Transaction, Fiche juridique suisse, n° 463, Genève, 1952
- Valerie MEYER, Court-connected Alternative Dispute Resolution - American Experiences ans Swiss Perspectives, Luzerner Beiträge zur Rechtswissenschaft, Band 10, Schulthess, 2005
- Jean A. MIRIMANOFF*, Conciliation et médiation : pour en finir avec un psychodrame familial, Actes de la deuxième conférence suisse des autorités de conciliation en matière de baux à loyer, Granges (SO), 12 mai 2006
- Jean A. MIRIMANOFF*, L'essor de la médiation civile en Europe et en Suisse et le rôle des juges, Revue Justice-Justiz-Giustizia, Ed. 2006, 1^{er} mars 2006, <http://www.richterzeitung.ch>
- Jean A. MIRIMANOFF*, Mediation and other ADR in Switzerland, presentation at the SOCHI Round Table organised by the Council of Europe and the Supreme Commercial Arbitration Court of the Federation of Russia, November 15-17th, 2005
- Jean A. MIRIMANOFF*, Au pays de St Nicolas de Flue : Médiation et procédure civiles, SJZ, septembre 2005
- Jean A. MIRIMANOFF* et David HOFMANN, La Section des affaires sociales de la Commission de conciliation en matière de baux et loyers et ses nouvelles activités, CdB n°3 septembre 2005
- Jean A. MIRIMANOFF*, L'eurocompatibilité de la loi sur la médiation civile du 28.10.2004, Note à l'occasion de l'entrée en vigueur de la loi

genevoise, confrontée aux critères de Strasbourg et de Bruxelles, in Semaine Judiciaire, n°5, Vol. II, avril 2005, pp. 125-139

- Jean A. MIRIMANOFF*, Quelle invitation pour la médiation ? / Quelques interrogations : de la loi genevoise sur la médiation civile n°8931 du 28.10.04 à la future PCS, en survolant l'Europe, présentation au séminaire de la Fédération Suisse des Associations de médiation, Gwatt / Thun le 19 mars 2005

- Jean A. MIRIMANOFF* et al., Les principales caractéristiques de la législation à Genève, in Médiation civile en Suisse / Mediation in Zivilsachen in der Schweiz / Mediazione civile in Svizzera / Mediación civil in Suiza / Civil Mediation in Switzerland / ГРАЖДАНСКАЯ СОГЛАСИТЕЛЬНАЯ ПРОЦЕДУРА В ШВЕЙЦАРИИ, publication GEMME-SUISSE, Genève, janvier 2005,
http://www.skwm.ch/wDeutsch/dokumente/Dokumente_franz/mediation_civile.pdf

- Jean A. MIRIMANOFF*, Mort ou renaissance de la conciliation judiciaire en Suisse ?, RDS, N°5, 2004

- Jean A. MIRIMANOFF*, Baux commerciaux : comment résoudre au mieux les litiges ? Conciliation, médiation, arbitrage, Revue de la Fédération des artisans et commerçants, n° 3 et 4, Genève, 2004, et n°5, 2005

- Jean A. MIRIMANOFF*, Procédure Civile et Processus de Médiation : passer d'un mode à l'autre sans en altérer la nature, Conférence des juges (2003), Conseil de l'Europe, intervention n°1, Strasbourg, novembre 2003

- Jean A. MIRIMANOFF*, Civil and Commercial Mediation, Overview of the Swiss Paradox, Presentation to a Mediation Interest Group Meeting at WIPO, Geneva, Sept.8.2003

- Jean A. MIRIMANOFF* et Isabelle DUBOIS*, La CCBL hier, aujourd'hui, demain / Die CCBL (Schlichtungsstelle in Mietsachen) gestern, heute, morgen, Der Ablauf der Schlichtung, in : Jubilé de la CCBL 1937-1977-2002 et première rencontre des ACBL, Genève le 15.11.2002
<http://www.geneve.ch/tribunaux/pouvoir-judiciaire/vie-judiciaire/jubile.html>

- Jean A. MIRIMANOFF*, Objection to Arbitrator Following the Annulment of Partial Award : a potential Jeopardy of Arbitration in

Switzerland ?, in Journal of International Arbitration, Vol. 3, n° 2, June 1986, p. 101 ss.

- Diana MÜRNER, Gerichtsnahe Zivilmediation - Unter besonderer Berücksichtigung des Vorentwurfs für eine Schweizerische Zivilprozessordnung, Zürich 2005.

- James T. PETER, Mediation in der eidgenössischen ZPO, Revue de l'Avocat, n°2, 2004, p. 42-45

- Thomas PFISTER, Über Konsens und Mediationslösungen im öffentlichen Recht, in RDS, NF 121, II, 2002, p. 169-315

- Jean PICTET, Les principes fondamentaux de la Croix-Rouge, Institut H. Dunant, 1979, en particulier ses commentaires sur trois des principes fondamentaux : impartialité, neutralité, indépendance.

- Ruth REUSSER, Zur Revision des Schweizerischen Scheidungsrecht: Grundgedanken, in : Guy BODENMANN, Meinrad PERREZ (Hrsg.), Scheidung und ihre Folgen, Freiburg, 1996, p. 104 ss.

- Monika ROTH, Der Anwalt als Berater und Begleiter seine Klienten in einer Mediation – Chance oder Bedrohung ?, Revue de l'Avocat, n° 2, 2004, p. 39

- Barbara ROTH, Messieurs de la Justice et leurs greffes, in : Mémoire de la Société d'Histoire et d'Archéologie, Toroz, Genève 1992, Tome 54, p. 54 ss.

- Alexandra RUMO-JUNGO, Alternative Streiterledigungsmethoden in und ausserhalb von Gerichtsverfahren, RFJ, Fribourg, 2002, p. 135 ss.

- Anne-Catherine SALBERG, Médiation, de la rupture au lien, in Pratique Judiciaire actuelle, 2002, p.1405 à 1406

- Erik SCHÄFER, Herman VERBIST, Christophe IMHOOS, ICC Arbitration in Practice, Kluwer Law international, Stämpfli, Berne, 2005

- Bruno SCHMIDLIN et Carlo Augusto CANNATA, Droit privé romain, vol. II, Procédure civile, Payot, Lausanne, 1987, p. 246 ss.

- Michael E. SCHNEIDER, Combining Arbitration with Conciliation, in : International Dispute Resolution : Towards an International Arbitration

Culture, ICCA Congress Swiss n° 8, Kluwer Law International, 1998, p. 57 ss.

- Sandrine TORNARE, Lier justice et justesse : la médiation civile, Plädoyer 6/04, p. 52 ss.

- Rolf VETTERLI*, Mediation und Gericht aus schweizerischer Sicht, Familiendynamik, 2003, Heft 3, p. 390 ss.

- O. VOGEL et K. SPUEHLER, Grundriss des Zivilprozessrechts, 7ème éd., Staempfli, Berne, 2001

- Hans-Ulrich WALDER-RICHLI, Zivilprozessrecht, 4ème éd., Schulthess, Zürich, 1996, p. 475 à 498

- Fridolin WALTHER, Die Schweiz und das europäische Zivilprozessrecht – quo vadis ?, Europäischer Juristentag in Genf, 7-9 September 2005

- Fridolin WALTHER, e-confidence in e-commerce durch Alternative Dispute Resolution, AJP, 7 / 2001

Ouvrages européens et étrangers

- Nadja ALEXANDER, Global Trends in Mediation : Riding the Third Wave, Köln, 2003

- Pascal ANCEL, Arbitrage, in Juris-Classeur de Procédure civile, Fascicule 1024

- Jean ARTAUD, L'Ecoute, Attitudes et techniques, Ed. Jouvence, 2000

- Ivan BALENSI, L'homologation judiciaire des actes juridiques, RTD civ., 1978, n°4, p. 46 ss.

- Eric BATTISTONI, Médiation civile et justices, les frontières du droit substantiel ou processuel : quelle emprise sur la médiation civile ? (à paraître)

- Marietta BIRNER, Das Multi-door Courthouse : ein Ansatz zur multi-dimensionalen Konfliktbehandlung, Diss., Köln, 2003
- Béatrice BLOHORN-BRENNEUR, Justice et Médiation, Un juge du travail témoigne, Le Cherche Midi, Paris, 2006
- Béatrice BLOHORN-BRENNEUR, La nouvelle conciliation judiciaire, Actes du Colloque de Grenoble du 2 juin 2005, Petites affiches n°245 du 9.12.2005
- Béatrice BLOHORN-BRENNEUR, Exemple de médiation judiciaire dans les conflits individuels pratiquée à Grenoble, Conférence des juges, Conseil de l'Europe, intervention n°3, Strasbourg, novembre 2003
- Béatrice BLOHORN-BRENNEUR, La pratique de la médiation judiciaire devant la chambre sociale de la Cour d'appel de Grenoble, in Actes du colloque La médiation judiciaire dans les conflits individuels du travail, Valence, 21 juin 2002, p. 25-34
- Béatrice BLOHORN-BRENNEUR, La médiation judiciaire en France, in Le droit du travail en pratique, vol. 22, Schulthess, Zurich, 2002, p. 137 à 150
- Béatrice BLOHORN-BRENNEUR, La médiation judiciaire en matière prud'homale, le protocole d'accord et la décision d'homologation, Dalloz, 2001, n°3, p. 251 à 255
- Béatrice BLOHORN-BRENNEUR, Conciliation, amiable composition et médiation judiciaire dans les conflits individuels du travail. La pratique grenobloise, Revue arbitrale 1999, p. 785 ss.
- Béatrice BLOHORN-BRENNEUR, La médiation judiciaire : vers un nouvel esprit des lois dans les conflits individuels du travail, Gazette du Palais 01.07.1998, p. 1 à 5
- Béatrice BLOHORN-BRENNEUR, La médiation judiciaire dans les conflits individuels du travail, une initiative et une expérience grenobloise, Gazette du Palais, 27.01.1998, p. 19 à 23
- Jean-Pierre BONAFE-SCHMITT, Jocelyne DAHAN, Jacques SALZER, Marianne SOUQUET, Jean-Pierre VOUCHE, Les médiations, la médiation, Ed. Erès, Ramonville, 1999

- Marco BOUCHARD, La place de la conciliation et de la médiation dans le système judiciaire italien, Actes du Colloque de Grenoble du 2 juin 2005, Petites affiches n°245 du 9.12.2005
- Philippe BOULISSET, Guide de la conciliation, médiation, transaction, arbitrage, in Annales des loyers, n°4-5, Aix-en-Provence, avril-mai 2002
- Martine BOURRY d'ANTIN, Gérard PLUYETTE et Stephen BENSIMON, Art et techniques de la médiation, Litec, Paris, 2004
- Christian BUERING-UHLE, Arbitration and Mediation in International Business, Kluwer law international, The Hague, 1996
- Loïc CADIET, Thomas CLAY, Emmanuel JEULAND, Médiation et Arbitrage, Alternative dispute resolution, Alternative à la justice ou justice alternative ?, Perspectives comparatives, Litec, Paris, 2005
- Guy CANIVET, Le juge et la recherche de solution du Conflit, in Actes du colloque La médiation judiciaire dans les conflits individuels du travail, Grenoble, juin 2002, p. 9 à 17
- Guy CANIVET, La médiation comme mode de résolution des conflits dans la vie des affaires, Petites Affiches 13.07.1999, n°138
- Jaime Octavio CARDONA FERREIRA, La conciliation dans l'histoire et dans les systèmes de justice portugais, Actes du Colloque de Grenoble du 2 juin 2005, Petites affiches n°245 du 9.12.2005
- Eberhard CARL, Jean-Pierre COPIN et Lis RIPKE, Le projet pilote franco-allemand de médiation familiale professionnelle, Un modèle de collaboration internationale dans le cadre de conflits familiaux, in GEMME, Section allemande, 2004
- CEDR, Court Ordered Mediation in England and Wales, Contribution by Tony Allen and Eileen Carroll, in Early Settlement of Disputes and the Role of Judges, Strasbourg, 24-25 November 2003
- CEDR, Court referred ADR, A guide for judiciary, 2nd ed. , October 2003
- Pierre CHEVALIER, Yvon DESDEVISES, Philip MILBURN, Les modes alternatifs de règlement des litiges : les voies nouvelles d'une autre justice, La documentation française, Paris, 2003

- COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, Bruxelles, 19.04.2002, COM(2002) 196 final
- CONSEIL DE L'EUROPE, Avis N° 6 (2004), CCJE, sur le procès équitable dans un délai raisonnable et le rôle des juges dans le procès, en prenant en considération des modes alternatifs de règlement des litiges, Strasbourg, 24 novembre 2004
- CONSEIL DE L'EUROPE, Programme de coopération pour le renforcement de l'Etat de droit, Réduire la durée des procédures civiles, Madrid, juillet 2001, Conclusion n°9 ch. VI, Médiation et ADR
- COUNCIL OF EUROPE, Mediation, CEPEJ (2003)25(D1), Report prepared at the request of the delegation of Switzerland, Strasbourg, 3 octobre 2003
- Pierre COUVRAT et Genviève GIUDICELLI-DELAGÉ, Conciliation et médiation, in Jurisclasseur de Procédure civile, Editions du Juris-Classeur, 2003, Fasc. 160
- Jocelyne DAHAN, La médiation familiale, Ed. Monaster, Paris, 1996, p. 17
- Yvon DESDEVISES, Les transactions homologuées : vers des contrats juridictionnalisables ?, D. 2000, Chron, p. 284
- Christian DUVE, Das Grünbuch über alternative Verfahren zur Streitbeilegung, IDR-Beilage, 2002
- Jacques FAGET, La médiation, essai de politique pénale, Trajets, Ed. Erès, 1997, p. 14
- Roger FISCHER, William URY et Bruce PATTON, Comment réussir une négociation, Seuil, Paris, 1982
- Roger FISCHER et Scott BROWN, D'une bonne relation à une négociation réussie, Seuil, Paris, 1991
- Antonio FULLEDA, De la parentalité en violence à l'activité médiatrice – De la réflexion à l'action, Communication au colloque de Chambéry, 22 avril 2004

- Thierry GARBY, La gestion des conflits, Economica, Paris, 2004
- GEMME FRANCE, Guide pratique à l'usage des magistrats prescripteurs de médiation, Paris, 2006
- Hazel GENN, Contemporary experience of mediation in England and Wales, in CEPEJ, Mediation, Strasbourg, October 2003, p. 38
- Stephen B. GOLDBERG, Frank E. A. SANDER, Nancy ROGERS, Sarah COLE RUDOLPH, Dispute Resolution, Negotiation, Mediation and Other Processes, 4ème éd., New York, 2003
- Béatrice GORCHS, La conciliation comme "enjeu" dans la transformation du système judiciaire, Revue Droit et Société, 2006 (à paraître)
- Béatrice GORCHS, Médiation et conciliation dans les différents systèmes judiciaires européens, Discours de synthèse général, Actes du Colloque de Grenoble du 2 juin 2005, Petites affiches n° 245 du 9.12.2005
- Béatrice GORCHS, La Médiation dans le Procès Civil : sens et contresens, RTD civ. n°3-2003, p. 409 à 425
- Walther GOTTWALD, Alternative Streitbeilegung (Alternative Dispute Resolution, ADR) in Deutschland : Wege, Umwege, Wegzeichen, FPR 2004, Heft 4, p. 163 ss.
- Elisabeth GUIGOU, Discours du 18-06-1998, Colloque "Les conciliations en justice", Ministère de la Justice, Paris, 1998, p. 3 ss.
- Michèle GUILLAUME-HOFNUNG, La Médiation, Que sais-je?, PUF, 3ème édition, Paris, 2005
- Michèle GUILLAUME-HOFNUNG, Le rôle de la volonté dans la médiation, Etudes à la mémoire du Prof. Alfred Rig, Bruylant, Bruxelles, 2000
- Marie-France HIRIGOYEN, Malaise dans le travail, Harcèlement moral : démêler le vrai du faux, Ed. Syros, Paris, 2001

- Sibylla HOCH, Mediation at the Administrative Court of Hannover, Gemme, Actes du Colloque de Rome du 18.3.2006
- Charles JAROSSON, La sanction du non-respect d'une clause instituant un préliminaire obligatoire de conciliation ou de médiation, Note dans Cass. Civ. 2e, 6.7.2000, Cass. Civ. 1ère, 23.1 et 6.3.2001, in Revue arbitrale, 2001, p. 749 ss.
- Charles JAROSSON, La médiation et la conciliation, Droit et patrimoine, 12/1999, n°77
- Charles JAROSSON, Modes alternatifs de règlement des conflits, RGDP, 1999, p.133 ss.
- Charles JAROSSON, Les modes alternatifs de règlement des conflits, Présentation générale, RID comp. 1997 - 2
- Julie JOLY-HURARD, Conciliation et médiation judiciaire, Thèse, Aix-en-Provence, 2003
- Marc JUSTON, La pratique de la médiation dans le contentieux familial du TGI de Tarascon, France, Un changement de culture judiciaire, Edimbourg, le 28 octobre 2005, Mention spéciale au Prix "Balance de cristal" du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne
- Marc JUSTON, Pratique de la médiation familiale, Actualité juridique famille, Dossier n°380, novembre 2005, Dalloz
- Marc JUSTON, La médiation familiale : une impérieuse nécessité dans les tribunaux, Gazette du Palais, n°270, Paris, septembre 2004
- Antoine JEAMMAUD, Conflit, différend, litige, in Revue Droits, n° 34, 2002, "Mots de la Justice"
- Philippe KAPPELIN, L'Ecoute, mieux écouter pour mieux communiquer, ESF, 1996
- Stefan KESSEN, Markus TROJA, Die Phasen und Schritte der Mediation als Kommunikationsprozess, in : Fritjof HAFT, Katharina Gräfin von SCHLIEFFEN (Hrsg.), Handbuch der Mediation, München, 2002, p. 393 ss.

- Ichiro KITAMURA, L'avenir de la "justice conciliatoire", in : Mélanges en hommage à François FERRE, "L'avenir du droit", Dalloz, PUF, Ed. Jurisclasseur, Paris, 1999, p. 801-818
- Valerija KOSI, Report by Slovenia on statistical data of the pilot programme of alternative dispute resolution with mediation at the District Court in Ljubljana for 2001 and 2002, in CEPEJ, Mediation, Strasbourg, October 2003, p. 18 ss.
- Hélène de KOVACHICH, Guide pratique de la médiation, Carlswell, 1997
- Xavier LAGARDE, Droit processuel et modes alternatifs de règlement des litiges, in Revue de l'arbitrage 2001, n°3, p. 423 ss
- Louise LALONDE, Les modes de PRD : vers une nouvelle conception de la justice ?, Quelques réflexions, in Survol des pratiques québécoises, Université de Sherbrooke, 2004
- Peter LAMPE, Président de la Cour régionale de Maastricht, Gestion des affaires, un système judiciaire proactif et novateur mais impartial, Résumé de rapport, Strasbourg, novembre 2003, Conseil de l'Europe, résumé n°7
- Jean-Louis LASCOUX, Pratique de la médiation, ESF, Issy-les-Moulineaux, 2001
- Bertrand LASSERRE, La médiation : au-delà de l'alternative, la complémentarité, Lettre de l'OCED, n°26, Paris, juin 2005
- Jean-Pierre LEBRUN, Avons-nous encore besoin d'un tiers ?, Ed. Erès, octobre 2005
- Justin LEVESQUE, Méthodologie de la médiation familiale, Ed. Erès, 1998, p. XIX
- Eric LOQUIN, L'amiable composition en droit comparé et international, Librairies Techniques, Paris, 1980
- Marcello MARINARI, Il ruolo del giudice nella conciliazione, Gemme, Actes du Colloque de Rome du 18.3.2006

- Philip MILBURN, La médiation : expériences et compétences, La Découverte, 2002, p. 127 ss.
- Robert MNOOKIN / Scott PEPPEY / Andrew TULUMELLO, Beyond Winning, Negotiating to Create Value in Deals and Disputes, Cambridge, 2000
- Robert MNOOKIN, Lewis KORNHAUSER, Bargaining in the Shadow of the Law : The Case of Divorce, 88 Yale Law Journal (1979), p. 950 ss.
- Samy MOLCHO, La langage du corps, Paris, 1997 (traduction de l'allemand)
- Raymond MONNIER, Manuel élémentaire de Droit Romain, Ed. Domat Montchrestien, 1947, p. 126-205
- Jacqueline MORINEAU, L'Esprit de la médiation, Trajets, Ed. Erès, 2001, p. 82 ss.
- Ruben MURDANAIGUM, La situation de la médiation en Ecosse, Actes du Colloque de Grenoble du 2 juin 2005, Petites affiches n°245 du 9.12.2005
- Henri Jacques NOUGEIN et al., Guide pratique de l'arbitrage et de la médiation, Litec, Paris, 2004
- Louise OTIS, Modes alternatifs de règlement des litiges : la médiation judiciaire. La justice conciliationnelle : l'envers du lent droit, un rapport sur les MARL, Rapport, Strasbourg novembre 2003, Conférence des juges, Conseil de l'Europe, n°6
- Jean-Pierre PAPART, De la culture d'entreprise à la souffrance au travail, in Revue économique et sociale N° 1, 62ème année, pp. 99-111, mars 2004
- PARLEMENT EUROPÉEN, Rapport sur le document de travail de la Commission sur la résolution extrajudiciaire des litiges de consommation (recommandation 98/257/CE), conclusions du Conseil européen de Tampere (2000//2209(INI)), 25 avril 2001
- Dominique PICAR et Edmond MARC, Petit traité des conflits ordinaires, Seuil, Paris, 2006

- Alan Scott RAU, Edward F. SHERMAN and Scott R. PEPPEP, *Negotiation*, 2nd Ed., Foundation Press, New York, 2002
- Alan Scott RAU, Edward F. SHERMAN and Scott R. PEPPEP, *Mediation and other Non-Binding ADR Processes*, 2nd Ed., Foundation Press, New York, 2002
- Christian H.P. REUSCH, conseiller juridique auprès du Parquet, "The role of the judge in active direction of proceedings, particularly in connection with mediation and judicial mediation", Rapport déposé à Strasbourg, novembre 2003
- Lis RIPKE, *Recht und Gerechtigkeit in der Mediation*, in : Fritjof HAFT, Katharina Gräfin von SCHLIEFFEN (Hrsg.), *Handbuch der Mediation*, München, 2002, p. 137 ss.
- Leonard L. RISKIN, *Decisionmaking in Mediation : The new old Grid and the new new Grid System*, in *Notre Dame Law Review*, Volume 79, Number 1, December 2003
- Marshall B. ROSENBERG, *Les mots sont des fenêtres ou des murs, introduction à la communication non violente*, Jouvence, 1999
- Avi SCHNEEBALG, *Le rôle du conseil en médiation civile et commerciale*, CMAP/ECONOMIA, Paris, 2003
- Marijke SCHOLTEN, *La situation actuelle de la médiation judiciaire au Pays-Bas*, Actes du Colloque de Grenoble du 2 juin 2005, Petites affiches n°245 du 9.12.2005
- Evelyne SEVERIN, *Le médiateur civil et le service public de la justice*, RTD civ., juin 2003, p. 229 ss
- E. SEVERIN, P. LASCOUMES et T. LAMBERT, *Transactions et pratiques transactionnelles*, Economica, Paris, 1987, p. 75
- Richard G. SHELL, *Bargaining for Advantage : Negotiation Strategies for Reasonable People*, New York, 1999
- Jayne SINGER et Cameron McKENNA, *The EU Mediation Atlas : Practice and Regulation*, Ed. Karl Mackie, CEDR, 2005

- Jean-François SIX, Dynamique de la médiation, Desclée de Brouwer, Paris, 1995
- Jean-François SIX, Le temps des médiateurs, Seuil, Paris, 1990
- Oyvind SMUKKESTADT, La médiation dans le système judiciaire norvégien, Actes du Colloque de Grenoble du 2 juin 2005, Petites affiches n°245 du 9.12.2005
- Steffi SPITZNAGEL, ADR, Einsatzmöglichkeiten und Grenzen von ADR in Europa, in Aktuelle Probleme des Europäischen und Internationalen Wirtschaftsrechts, Band I, Neuwied, Krifel, 1998
- Arnaud STIMEC, La Médiation en entreprise, Ed. Dunod, Paris, 2004
- Christoph STRECKER, La médiation civile et commerciale en Allemagne, Actes du Colloque de Grenoble du 2 juin 2005, Petites affiches n°245 du 9.12.2005
- Christoph STRECKER, Versöhnliche Scheidung, Recht und Rat für eine Trennung ohne Streit, Beltz, 1996
- Christoph STRECKER, Neue Erfahrungen eines Familienrichters, Conférence donnée à St Gall le 24 septembre 2004, in GEMME, Section allemande, 2004
- Christoph STRECKER, Möglichkeiten und Grenzen der gerichtlichen Streitbeilegung – Vorschläge zu einer Typologie von Konflikt – und Verhandlungssituationen, dans les revues "Betrifft JUSTIZ" Nr. 50, juin 1997, p. 66-69 et "Konsens" Nr. 1/1999, S. 28-31
- Christoph STRECKER, Typologie; Quelques réflexions sur les possibilités et limites de la résolution judiciaire des conflits, trad. française de Mallory VOELKER et Eric BATTISTONI, in GEMME, Section allemande, 2004
- Peter TALBOT, Should an Arbitrator or Adjudicator act as Mediator in the same Dispute ?, in Arbitration, vol. 67, Nr. 3, 2001, p. 222 ss
- Catherine THIBIERGE, Le droit souple, Réflexion sur les textures du droit, RTD civ., déc. 2003, p. 599 ss

- Jean TIMSIT, La médiation : une alternative à la justice, et non une justice alternative, Gazette du Palais, 15.11.2001, p. 58
- Hubert TOUZARD, La médiation et la résolution des conflits, PUF, 1997, p. 155
- Ivan VEROUGSTRAETE, Conclusions du groupe de travail belge sur la médiation civile et commerciale, Actes du Colloque de Grenoble du 2 juin 2005, Petites affiches n°245 du 9.12.2005
- Jean VINCENT et Serge GUINCHARD, Procédure civile, 24ème éd., 1996, p. 500 ss.
- Vibeke VINDELAV, Report on Mediation in Denmark, in CEPEJ, Mediation, Strasbourg, Octobre 2003, p. 3 ss.
- Gabrielle VONFELT, Les bonnes pratiques de la médiation familiale internationale, Gemme, Actes du Colloque de Rome du 18.3.2006
- WIPO Arbitration and Mediation Centre, Arbitration and Mediation Rules, publication n°446 / E
- Carole YOUNES et Etienne LE ROY, Médiation et diversité culturelle, Ed. Karthala, Paris, 2002
- Aleš ZALAR, Mediation in Slovenia - lessons learnt, Gemme, Actes du Colloque de Rome du 18.3.2006
- Aleš ZALAR, Report on Mediation in Slovenia, in particular in civil and criminal matters, in CEPEJ, Mediation, Strasbourg, October 2003, p. 10 ss.

POSTFACE

THE RISE OF MEDIATION IN EUROPE AND SWITZERLAND AND THE ROLE OF JUDGES

(summary of the French text)

<http://www.richterzeitung.ch>

As in several other European countries disputes can be resolved in Switzerland using a broad range of dispute resolution procedures. In civil disputes, negotiation, mediation, conciliation, arbitration and civil court proceedings play their respective roles. (In addition, in matter of insurance, banking and travel contracts, complaints or disputes can be referred to ombudsmen's offices). All these systems have their own purpose, rules and methods, with their own advantages and limits, too. They are complementary rather than in competition with one-another and can be used synergistically.

In almost all civil matters, the parties are responsible for resolving their disputes themselves and are therefore free to choose, subject to any public policy restrictions or mandatory rules, the most appropriate system to settle them. It is the judge's duty to help them in making this choice (Guy CANIVET, *Art et Technique de la mediation*, Litec, Paris 2004, p. 202). Even when the law provides that a case must be referred to civil court proceedings (for instance in divorce cases) resorting to conciliation, mediation or arbitration is not entirely excluded. Selecting the most appropriate means of dispute resolution for a case, between and within each of these options may be an important and difficult job. Therefore it is desirable that a

dispute be free to move from one system to another, at any stage of proceedings.

The specific role of mediation within the range of possible dispute resolution means should be stressed. Whereas traditional conciliation (assessment / evaluation), arbitration and civil court proceedings share the common goal of resolving the matter based on legal norms, the purpose of mediation is completely different. By re-establishing dialogue between the parties, the mediator helps them to find by themselves their own solution, based on their mutual (subjective) interests (“win/win” solutions).

Thus, mediation (facilitation) operates on a different level. It has no hierarchy of standards.

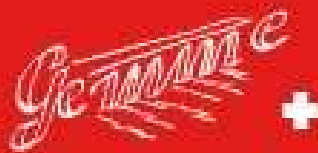
Though insufficiently explored and used, mediation exists in Switzerland, as in several other countries. It is clearly on the rise and is unavoidable. In this context the possible role of judges in promoting and recommending mediation should be considered further.

Jean A. MIRIMANOFF

Judge of the Court of First Instance, President of the Conciliation Commission for Rent and Leases, member of the Recommendations Committee for Civil and Penal Mediation of the Canton of Geneva, registered mediator, Secretary General of the Swiss Group of Judges for Conciliation and Mediation (GEMME-CH), member of the Board of the European Group of Magistrates for Mediation (GEMME), former legal adviser to the ICRC.



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Commission de préavis en matière de
médiation civile et pénale



Groupement suisse des magistrats
pour la médiation et la conciliation

Schweizerische Richtervereinigung
für Mediation und Schlichtung

Gruppo svizzero dei magistrati
per la mediazione e la conciliazione